

Indépendamment des ressources qu'il offrait la variété des connaissances de tant d'hommes supérieurs. L'Académie française a recouru souvent, pour les articles qui sortaient de ses attributions spéciales, aux membres les plus distingués des autres Académies qui composent l'Institut de France.

Nota. Dans cette nouvelle édition, l'Académie a sanctionné l'orthographe dite de Voltaire, c'est-à-dire qu'elle remplace l'o par l'a dans les mots faibles, monnaie, connaître, paraître, français, anglais, etc., ainsi que dans la terminaison des imparfaits et des conditionnels, je voulais, je voudrais, etc. Elle a également décidé que les mots terminés en ant ou en ent, tels que puissants, éléments, etc., retiendraient le t au pluriel; puissants, éléments, etc. (Voir aux annonces.)

Nous recommandons particulièrement à nos lecteurs le *Mémorial encyclopédique*. Ce recueil s'adresse à une classe choisie et cependant nombreuse de lecteurs. Il convient à toutes les personnes qui pratiquent ou aiment la science, aux industriels, aux cultivateurs, enfin à tous ceux qui veulent connaître et suivre les progrès et les découvertes que chaque jour amène dans les diverses branches des connaissances humaines.

Chaque numéro renferme trois sections. La première est consacrée aux sciences, belles-lettres et beaux-arts. La seconde se compose d'articles relatifs aux arts industriels, manufactures et métiers. La dernière (*histoire, géographie et voyages*), doit plaire à tous les lecteurs qui cherchent en ce genre, les faits nouveaux, curieux et intéressants.

Des notices biographiques et un bulletin bibliographique accompagnent aussi chacun des numéros du recueil. Les uns donnent des détails intéressants sur les personnages contemporains les plus célèbres; les autres offrent une analyse et des indications utiles. Le *Mémorial* peut donc tenir lieu d'une foule de publications et d'ouvrages; les choses nouvelles qu'il renferme se trouvent reproduites dans des articles clairs, courts et substantiels. C'est ainsi que le *Mémorial* (dans un cadre resserré et pour un prix modique), justifie parfaitement son titre, et qu'il mérite et obtient un succès que chaque année confirme et augmente. (Bureau à Paris, rue Feydeau, n° 28; 12 numéros par an. Prix pour les départements, 11 fr.; pour l'étranger, 12 fr.)

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

On écrit de Portsmouth, le 18 mars :
« L'Asie, de 84 canons, à Sheerness; le *Mon-dan*, de 74; la *Talavera*, de 74; et le *Corwallis*, de 74, à Plymouth, vont être mis en activité de service. » (True-Sun.)

AUTRICHE.

On écrit de Vienne, 9 mars :
Depuis six jours, les réfugiés polonais de Cracovie passent le Danube par troupes nombreuses; on les transporte en voiture jusqu'à Trieste, et notre gouvernement fournit à tous leurs besoins.
On dit que les ambassadeurs de France et d'Angleterre ont remis à notre cabinet des notes diplomatiques relatives à l'occupation de Cracovie. (Mercure de Souabe.)

— On écrit de Zara (Dalmatie), 4 mars :
Suivant diverses correspondances des pachas-lieutenants, une insurrection populaire aurait éclaté à Livno contre Musselin-Ferdus-Ibrahim-Bey. On sait qu'en récompense de ses éclatants services Ibrahim-Bey au rang de capitaine-pacha; pour donner au Sultan de nouveaux gages de fidélité et de dévouement, il a voulu faire exécuter les nouveaux ordres de son maître concernant le costume européen et la levée des troupes dans le kadilak de Livno. La fureur des rebelles a forcé le pacha à s'enfermer dans le fort de Reiskuka, où il se défend autant que lui permettent ses faibles ressources.

Le feu n'a pas discontinué depuis le 15, jour où l'insurrection a éclaté, jusqu'au 26 février. Les commandants des kadilaks voisins vont vainement tenté de venir au secours de Feridus-Ibrahim; la masse des rebelles est trop supérieure aux forces qu'ils ont pu réunir, et il a fallu battre en retraite. Toute communication entre Feridus-Ibrahim et les commandants des districts voisins se trouve coupée. Parmi les chefs de la révolte, on remarque le beau père de Feridus, Agi-Clab-Eismich, un des plus riches négociants de la Bosnie; il ne reste d'autre espoir à Feridus que l'intervention des visirs de la Bosnie et de l'Herzégovine. (Id.)

ESPAGNE.

On lit dans le *Journal de Paris* :
« Une dépêche télégraphique de Narbonne annonce que, le 6 mars, des troubles ont éclaté à Valence. Le capitaine-général Caratalla a été forcé par la garde nationale de quitter la ville et son commandement. Il devait être remplacé par Mendez Vigo. »

« Une attaque des factieux a été repoussée, le 14, à Berga; ils ont eu un grand nombre de tués ou de blessés, et se sont retirés sur Prat de Lluçanès, où le colonel Aspiroz s'est porté, le 15, avec 4,000 chistinos, pour les attaquer. »

« Mina était, le 11 mars, à Tarragone, et le 17, du côté de Cervera. »

« Une dépêche télégraphique annonce que le général Espartero a battu les carlistes le 6, à Ordina, et le 9, à Galvaccano. On dit aussi que Cordova les a battus le 12, à Salvatierra. »

« La *Gazette de Madrid* du 10 mars contient un décret, daté de la veille, en vertu duquel sont supprimés tous les couvents, monastères, collèges, congrégations et autres établissements religieux, y compris les quatre ordres militaires. Les couvents de femmes seront réduits au nombre indispensable pour contenir les religieuses qui voudront y rester. »

« Une pension de 5 réaux par jour est assignée aux religieuses et religieuses des couvents supprimés. »

L'article 47 de ce décret institue dans chaque diocèse une junte chargée de son exécution, suivant les dispositions d'un règlement qui sera ultérieurement publié.

— On lit dans le *Mémorial bordelais* du 17 mars :

« On nous assure que les troupes carlistes se sont tout récemment emparées d'un courrier porteur de la correspondance. Parmi les lettres interceptées, il s'en serait trouvée une de la plus grande importance, adressée de Paris, par le général Alava, ambassadeur d'Espagne, au général Cordova, son ami. Cette lettre indiquerait bien précisément (si nos informations sont exactes), l'esprit de certaines conférences politiques qui ont eu lieu entre ce diplomate et nos ministres. »

« Des nouvelles de l'extrême frontière d'Espagne, que nous recevons par voie extraordinaire, nous font croire que l'armée de la Reine aurait repris l'offensive. »

« Le 6, les carlistes ont été battus à Ordina par le général Espartero; le même général les a battus une seconde fois à Goblacano, le 9. »
« D'un autre côté, le général en chef Cordova les a attaqués et battus, le 12, à Salvatierra. »

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 16 au 23 mars.

MARSEILLE, tartane *Vierge-des-Carmes*, c. Guilla, avec marchandises diverses.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota, avec numéraire et autres.
CETTE, tartane *Esperance*, cap. Pascal, avec sel.
ANTIBES, tartane *St-Gudric*, cap. Carbouel, avec jarres et poteries.
TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, capit. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

DÉPARTS

Du 16 au 23 mars.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, cap. Valzi.
MARSEILLE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.

ANNONCES ET AVIS.

Librairie de Firmin Didot frères.

INSTITUT DE FRANCE.

DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE.

PUBLIÉ EN 1835.

2 FORTS VOLUMES IN-4° 36 fr.

Chez tous les libraires du département.

BAINS PUBLICS.

Le propriétaire de l'établissement des bains publics placé près le pont Saint-Nicolas de cette ville, dont la bonne renommée est connue depuis plus de vingt-cinq ans par sa propreté et ses commodités agréables, a l'honneur de prévenir les personnes qui veulent en profiter qu'il en a réduit les prix, ainsi qu'il suit, à partir du 1^{er} avril 1836.

Par bain, pris isolé. F. 1 00 c.
Par abonnement qui ne pourra être au dessous de 12, à raison, par chaque bain, de F. 75 c.



MAISON DE CAMPAGNE

A LOUER

Avec ou sans meubles, située à trois cent pas du centre de la ville, et composée de sept pièces, et des greniers, avec un petit parterre à côté. S'adresser pour des renseignements au bureau du journal.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'Imprimerie de GÉORGE FABIANI.

MERCREDI 6 AVRIL 1836.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 23.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

At J. B. B. correspondance de L'ESPÉRANTINE 41 1/2, rue N. Dans des vitrines N° 18
At J. B. B. correspondance de L'ESPÉRANTINE 41 1/2, rue N. Dans des vitrines N° 18
At J. B. B. correspondance de L'ESPÉRANTINE 41 1/2, rue N. Dans des vitrines N° 18
At J. B. B. correspondance de L'ESPÉRANTINE 41 1/2, rue N. Dans des vitrines N° 18



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

PREMIER D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



CORSE.

Rien n'était plus naturel que de voir l'*Insulaire* encourir la disgrâce de M. le Préfet de la Corse, et nous y étions résignés d'avance. Nous avions cependant d'avoir été un peu surpris de la manière demi-solennelle dont on a cru devoir nous annoncer ce malheur.

M. le Sous-Préfet de Bastia, agissant selon les instructions reçues, a fait donner communication, à notre imprimeur, de la lettre suivante.

Nous n'en avons pas voulu priver nos lecteurs, ne fût-ce que pour leur faire connaître un petit modèle épistolaire à l'usage des secrétaires particuliers des grands seigneurs.

Lettre de Monsieur L..., secrétaire particulier de M. le Préfet de la Corse, à M. le Sous-Préfet de Bastia.

« M. le Préfet me charge et je m'empresse de vous annoncer que nous venons de renvoyer à Fabiani les deux exemplaires de son journal qu'il continue à nous adresser. M. le Préfet vous prie de vouloir bien dire à Fabiani, au reçu de cette lettre, qu'il s'abstienne désormais de nous transmettre sa feuille dont nous lui ferions immédiatement le retour et à laquelle nous cessons d'être abonnés. Obligez aussi M. le Préfet de lui accuser réception de ces deux mots, et permettez etc. »

Cette missive prise dans son sens littéral était complètement inutile, puisque par le même courrier on avait eu soin de nous renvoyer le journal avec l'apostille *refusé*, et qu'en même temps l'abonnement trimestriel de M. le Préfet allait expirer.

Mais nous croyons qu'on a voulu, par cette espèce d'éclat, nous faire connaître qu'on désapprouvait notre critique, qu'on n'en faisait aucun cas, que désormais on ne lirait pas même notre journal.

Nous convenons avec humilité que M. le Préfet de la Corse n'a pu lire l'*Insulaire* avec le même plaisir que le *Journal libre*; nous sommes si insoucieux à notre confrère l'insulaire sous tous les rapports, mais surtout dans le genre laudatif, genre qui est ordinairement du goût de quelques fonctionnaires à gros émoluments. Cependant, si nous ne pouvons prétendre aux agréments du style et du langage, nos lecteurs doivent nous rendre cette justice, que nous nous efforçons toujours de baser notre critique sur les faits les mieux fondés, ou du moins que nous croyons sincèrement tels. Or, que M. le Préfet de la Corse affecte de nous traiter avec un grand dédain, qu'il ne lise pas, ou qu'il ne tienne aucun compte de nos avertissements, nous n'en continuons pas moins notre mission qui consiste à dire la vérité, toutes les fois que nous la croyons utile au pays; et, si la vérité, si la raison publique se trouvent de notre côté, tout chétif que nous soyons, nous lui prédisons que tôt ou tard nous finirons par obtenir justice.

Les ministres lisent bien eux-mêmes des journaux qui ne leur sont pas toujours agréables! Peut-être nous poussons trop loin nos inductions. Pour cesser d'être abonné à l'*Insulaire*, il n'est pas parfaitement logique d'en conclure que M. le Préfet de la Corse ne lira plus ce journal; il n'y a d'autre conséquence rigoureuse à en tirer que celle d'une économie, laquelle économie s'élève par mois à 2 fr. 66 c., attendu que M. le Préfet avait pris deux abonnements à l'*Insulaire*.

On nous écrit de Corte :

Dans la nuit du 2 au 3 du courant un violent ouragan a ravagé plusieurs communes de l'arrondissement de Corte. L'impétuosité du vent a été telle que dans la ville même de Corte qu'un pavillon de la caserne militaire, occupé par le génie, une portion du toit et du plafond du troisième étage s'est écroulé et a entraîné une portion des voûtes du

deuxième et premier étages. Heureusement, M. le capitaine du génie a eu le temps de se sauver avec sa famille chez M. le commandant de place. Des maisons du quartier des Castellaccio ont été fortement endommagées; les habitants ont dû aussi les abandonner crainte de rester ensevelis d'un moment à l'autre sous les décombres. A Poggio de Venaco et autres communes du canton de ce nom rien n'a pu résister; les toits des maisons et des églises ont été emportés; plus de trois cent châtaigniers séculaires ont été déracinés; le nombre des arbres ébranchés est tellement considérable que ce canton se ressentira long-temps des pertes essayées dans cette nuit terrible.

On nous écrit de Toulon :

Nous avons encore un sinistre à déplorer. Le beau vaisseau à trois ponts le *Trocadero*, qui avait été mis dans le bassin pour y être réparé, puis armé, a été consumé par les flammes; c'est le troisième vaisseau de ligne que nous perdons en six ans. Cette événement a jeté la consternation dans notre ville dont la prospérité est si intimement liée à celle de la marine militaire.

On lit dans le *Journal de Paris* :

« Un bulletin d'Espartero confirme la nouvelle que nous avons donnée hier de l'échec qu'ont essuyé les carlistes dans l'affaire du 19, qui a eu le meilleur résultat. »

« Les paysans ont ramené beaucoup de fuyards. »
« Espelleta a été renforcé de six bataillons, et ne craint plus rien pour sa position. »

« Le général Brenelle annonce qu'avec un bataillon il a battu deux bataillons carlistes, leur a tué ou blessé 130 hommes et 10 officiers, et leur a fait 30 prisonniers. »

« Une lettre de Madrid annonce que la Reine est dans l'intention de se rendre à son armée. »

PARIS.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 23 mars.

A une heure et demie la séance est ouverte. Plusieurs rapports d'intérêt local sont présentés par MM. Merlin, Mallet, Mauguin d'Oms et Schwembourg.

M. Liadères présente un rapport sur le crédit supplémentaire demandé pour le musée d'histoire naturelle.

On reprend la discussion de la proposition de M. Gouin sur la conversion des rentes.

M. Laffitte combat l'ajournement.

M. le ministre des finances répond à M. Laffitte et prouve la nécessité de l'ajournement.

M. Laffitte persiste dans son opinion et soutient la nécessité de la conversion immédiate en demandant le renvoi à la commission pour qu'elle ait à présenter un nouveau projet dans le plus bref délai possible.

M. Gouin soutient les conclusions de la commission.

M. Thiers, président du conseil : Ce que j'annonce à cette tribune peut se concilier parfaitement avec un plan de finances qui donnera une diversité de formes et de valeurs à vos fonds, qui permettra à votre amortissement d'agir, et qui divisera l'énorme capital de votre dette 5 pour cent. Je crois que ce projet est facile à concevoir et à rédiger en loi. Mais, je le répète à cette tribune, je suis, comme membre du gouvernement, responsable de la sécurité de tous les intérêts, et je ne puis consentir, même pour donner des voix à une proposition, à ce qu'on alarme des intérêts que je suis chargé de défendre.

M. Laffitte déclare qu'en effet il pense que, parmi les valeurs offerts, il peut y en avoir une qui porte à jour ce cent.

Quant au déclassement, l'incertitude de la chambre peut justement l'amener. C'est pour cela que l'orateur demande le renvoi à la commission.

M. le président : Il est bien expliqué que la chambre ne prend pas d'engagement, et qu'elle se borne à exprimer sa pensée dans les termes qui lui conviennent; voici le projet de résolution de la commission :

« La chambre se fondant sur les motifs contenus dans le rapport de sa commission et sur les explications données par MM. les ministres du roi.

« Ajourne la discussion de la proposition qu'elle a prise en considération dans sa séance du 6 février 1836, et qui avait pour objet l'exercice par l'état du droit qui lui appartient de rembourser à ses créanciers le capital nominal de la rente qu'il a constituée à leur profit. »

Cette résolution est mise aux voix et adoptée à une immense majorité.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Séance du 23 mars.

M. le ministre des finances présente divers projets de loi, dont voici le sommaire :

1° Projet de cession à faire à la ville de Paris de l'emplacement de l'ancienne salle de l'Opéra, à la charge par elle de le convertir en place publique et de l'entretenir en cet état à perpétuité ;

2° Projet tendant à classer le sel parmi les substances minérales auxquelles les articles 1^{er} et 2^e de la loi du 21 avril 1810 donnent la qualification de mines ;

3° Projet relatifs à divers échanges entre l'Etat et des particuliers ;

4° Projet portant suppression du droit de 3 centimes par jet sur les cartes à portraits français et à portraits étrangers, destinées à l'exportation.

M. Jay donne lecture du rapport relatif aux 55 mille francs demandés pour les frais d'installation de M. de Cheverus, nouveau cardinal français ; il propose l'adoption du projet, en rappelant que le montant de l'allocation affectée à cette destination fixe a été déterminé par un acte du gouvernement consulaire. Le chiffre lui paraît plutôt au dessous qu'au dessus des nécessités les plus rigoureuses de l'installation ; et le caractère vénérable du prélat, revêtu de cette haute dignité ecclésiastique, recommande suffisamment à ses yeux une dépense qui ne sera pour ainsi dire qu'une somme indirecte faite aux pauvres du diocèse, confiés au zèle de M. de Cheverus.

La chambre passe ensuite à la discussion et au vote de cinq projets relatifs à l'interprétation de la loi de 1816, sur les contributions indirectes.

Séance du 24 mars.

On termine le scrutin sur les lois relatives à l'interprétation de la loi du 28 avril 1816. Ces lois sont adoptées.

M. le ministre de l'intérieur présente trois projets de loi tendant à accorder des pensions, 1^{re} aux victimes de l'attentat du 28 juillet ; 2^e aux gardes nationaux blessés dans les événements de Paris et de l'Ouest ; 3^e aux gardes nationaux blessés dans les événements de novembre à Lyon et de Paris en 1834.

L'ordre du jour appelle la discussion du crédit supplémentaire de 1,200,000 francs de fonds secrets.

M. de Laboulle prononce un discours contre le projet de loi.

M. de Keratry parle en faveur du projet.

M. de Sade prononce contre le projet un discours entremêlé d'ironie et d'épigrammes contre le ministère et la majorité, qui excitent plus d'une fois l'hilarité de la chambre.

M. le ministre de l'intérieur répond à M. de Laboulle et à M. de Sade. Son discours est constamment accompagné de l'approbation de la majorité.

M. Dugabé parle contre l'allocation du crédit.

Séance du 25 mars.

M. Bernard, de Rennes, est admis comme député et prête serment.

On reprend la discussion sur le crédit supplémentaire des fonds secrets.

M. de Mornay demande des éclaircissements sur l'occupation de Cracovie.

M. le président du conseil répond qu'il s'agit de politique intérieure et que la discussion sera mieux placée dans l'examen des affaires étrangères. Il s'engage à donner alors sur ce sujet tous les éclaircissements désirables. (Approbation.)

M. de Mornay accepte les paroles du ministre.

M. Pagès (de l'Arriège) prononce un discours contre le projet et spécialement contre l'ancien ministre de l'instruction publique, avec une véhémence qui excite de nombreux murmures dans l'assemblée et motive une interruption de M. le président.

M. le garde des sceaux venge l'autorité de lois attaquées par le précédent orateur, et explique la politique du cabinet à l'égard des partis et de l'opposition, politique de conciliation, d'union et de fermeté.

On demande à aller aux voix. Personne ne réclame plus la parole.

Le scrutin donne le résultat suivant : boules blanches 251 ; boules noires 99. (Exclamations.) On commence la discussion de la loi du jury.

Séance du 26 mars.

M. le ministre des finances présente des projets de loi d'intérêt local, et une demande de crédits supplémentaires pour divers objets.

M. le ministre du commerce et des travaux publics présente un projet de loi sur la prime de la pêche à la morue.

MM. Lavielle et Oger présentent des rapports sur des pétitions sans importance.

M. Dupin aîné développe sa proposition, tendant à modifier le règlement sur plusieurs points.

M. de Salvandy combat le fond de la proposition, et déclare que si un autre que l'honorable président la présentait il voterait contre la prise en considération. Il appelle cette proposition la loi de septembre des amendements.

M. Dupin justifie sa proposition et ses intentions.

MM. Dufaure, Dupin et Hébert sont successivement entendus.

M. Laurence appuie la prise en considération. La chambre à l'unanimité décide qu'elle prend la proposition en considération.

M. Pichaux lit une proposition sur les travaux militaires.

VARIÉTÉS.

L'EMPEREUR AU CONSEIL D'ÉTAT.

Les victoires de Napoléon, général en chef, premier consul et empereur, ont rempli le monde. Les monuments que sa main puissante a semés éterniseront sa gloire.

Prononcez le nom de l'empereur, on prononce à l'instant celui des *Pyramides*, d'*Arcole*, d'*Austerlitz*, d'*Iéna* : on parle de la Colonne, de la Bourse, des quais, du Louvre, puis on se tait, comme si après tout cela il n'y avait plus rien à dire. C'est que l'admiration est épuisée, et que la pensée ne peut embrasser, dans un seul homme, le génie de tous les grands hommes. Napoléon, universel, nous humilie nous autres petits, écrase notre intelligence, dépasse notre imagination. Nous avons besoin de le méditer plus d'un jour pour le comprendre. Le guerrier d'abord, le guerrier, nous ne voyons que cela, parce que les conquêtes ont de l'orgueil, les batailles du retentissement, le courage de la sympathie. Nous cherchons sans cesse le cheval blanc, la redingote grise, le petit chapeau ; puis le pont brûlant d'*Arcole*, le plateau glacé de la *Moscowa* ; et, pendant les jours de repos et de paix, nous nous figurons les vieilles phalanges de la garde défilant sur les boulevards pour aller triompher aux Invalides dans la salle des drapeaux, les fêtes pompeuses de la France, l'ivresse et les cris du peuple, enfin le cortège de princes et de rois encombrant le palais de l'empereur et embarrassant le palais des ministres de l'empire. Tout ce qui frappe les yeux et caresse l'orgueil national se grave dans notre mémoire, et au milieu de ce chaos de gloire nous dédaignons presque de rappeler un des plus beaux titres de Napoléon : celui de législateur.

Cependant elles ont eu de l'écho dans tout l'Europe, ces séances du conseil d'Etat qui paraissent le code le moins imparfait qui jamais ait régi un peuple. La France a perdu ses conquêtes, mais le Code Napoléon regne encore dans les pays conquis par nos armes.

Pour bien apprécier l'immense travail exécuté par le conseil d'Etat, il faut se reporter à l'époque de sa création. La faiblesse, l'ambition, l'insouciance des directeurs de la république laissaient languir la France sans organisation sérieuse et presque sans lois. Les coutumes des anciens parlements, le droit commun, le droit public, le droit privé, et les décrets de la convention venaient chaque jour se heurter devant les tribunaux dont la jurisprudence était une continuelle variation. C'est de ce chaos de lois et de coutumes que, sous la présidence de Napoléon, on exhuma les cinq codes, et qu'il y eut enfin en France une justice égale pour tous.

Le premier conseil composa le conseil d'Etat des hommes les plus célèbres par leurs capacités et leurs lumières. Tout le passé fut oublié pour donner à l'avenir, et *Tronchet* siégea à côté de *Malin*.

Il y avait ordinairement séance du conseil d'Etat deux fois par semaine. La veille, aux petites réceptions de Saint-Cloud, Napoléon faisait grouper autour de lui tous les membres du tribunal et du corps législatif admis auprès de sa personne. Il les interrogeait avec une aimable familiarité sur les questions qu'on devait agiter le lendemain. Chacun émettait son opinion avec la liberté du salon ; l'empereur écoutait avec attention, disant à quel propos, quelquefois se laissant convaincre, et renvoyant le soir dans ses appartements il disait à ceux qui l'entouraient : « J'ai préparé ma séance. »

La salle du conseil d'Etat, aux Tuileries, était une pièce latérale à la chapelle et de toute sa longueur. A l'une des extrémités était une grande porte qui communiquait à l'intérieur du palais ; c'était par là que venait toujours l'empereur. Les conseillers étaient par deux portes ouvertes à l'extrémité opposée.

A droite et à gauche dans toute la longueur de la salle, des fauteuils et des chaises, sur lesquelles étaient des grands cartons portant le nom du propriétaire, indiquaient la place des conseillers d'Etat. Ils étaient rangés par ordre d'ancienneté. A l'extrémité de cette salle se trouvaient transversalement les bureaux des juges, et derrière eux les auditeurs, assis sur des banquettes. En face et devant la grande porte était la place de l'empereur. Une table recouverte d'un simple tapis vert, et un fauteuil élevé sur une estrade de deux marches simulaient le trône impérial. A la droite de l'empereur était le prince archichancelier ; à sa gauche, le prince architecte, M. Locré, rédacteur des procès-verbaux, auquel nous devons le recueil de ces intéressantes séances.

Le pourtour de la salle représentait des figures allégoriques : la justice, le commerce, l'industrie, etc. Le plafond était décoré du beau tableau de la bataille d'*Austerlitz* par Gros, et l'empereur montrait par là qu'il portait l'épée d'un bras aussi ferme que la main de justice.

Les séances étaient indiquées ordinairement pour onze heures. L'archichancelier s'y rendait toujours le premier, et lorsqu'un nombre suffisant de conseillers était arrivé, il ouvrait la séance en l'absence de l'empereur. On s'occupait alors de ce qu'on appelait le *petit ordre du jour* ; c'étaient des affaires de forme et de localité.

A midi le bruit des tambours qui battaient au champ annonçait l'arrivée de l'empereur alors sous les voiles des Tuileries.

La grande porte s'ouvrait à deux battants, et tout le monde se tenait debout jusqu'au moment où, assis lui-même, Napoléon faisait signe de s'asseoir.

L'archichancelier lui présentait le *grand ordre*

du jour. L'empereur écoutait l'objet dont il s'agissait occuper, le conseiller qui en était chargé faisait son rapport, et la discussion commençait.

Mais tribune ne fut plus libre que celle du conseil d'Etat. Chaque membre avait droit de prendre la parole, et d'exprimer plus franchement son opinion. Il n'était pas permis de lire un discours, il fallait improviser. De là jaillissaient souvent les discussions les plus animées ; un mot, un fait personnel, donnait lieu à une foule de discours qui éloignaient souvent la question principale ; l'empereur alors avait soin d'y ramener les orateurs. Mais lorsqu'un sachant sur le fond d'une affaire lorsqu'on répliquait avec véhémence, lorsqu'on discutait avec force, l'empereur laissait la plus grande latitude et prêtait lui-même une scrupuleuse attention.

Dans le principe, et comme il arrive souvent dans une discussion grave et qui intéresse, voulant lire dans les yeux de l'orateur sa pensée avant qu'il l'eût exprimée, l'empereur ne le perdait pas de vue, et avec un regard d'aigle semblait vouloir pénétrer jusqu'au fond de son âme. Ce regard fixe et perçant intimidait beaucoup d'orateurs, qui osaient à peine concéder, et souvent halotaient et finissaient par s'asseoir sans avoir pu terminer leurs discours. L'empereur alors expliquait ce qu'il avait voulu dire ; il avait saisi leur pensée. Mais plus tard, il se contraignit, et sembla rester indifférent à tout ce qu'on disait autour de lui. Il mutilait son crayon, ou le tapis de la table, ou même le bras de son fauteuil avec son canif, ou bien il traçait des figures et des caractères bizarres sur le papier qu'il avait devant lui.

Alors la discussion devenait plus vive et plus libre. Chacun se levait à sa verse et à ses idées, et tout-à-coup Napoléon fermait la porte parlementaire, faisait un résumé concis, clair, lumineux, concluait et renvoyait aux voix. Quand l'empereur revenait quelquefois qu'on voyait contre son opinion, alors il se soumettait à la majorité de la meilleure grâce du monde en disant : « Je vais tâcher de me persuader que j'ai eu tort. »

Après la séance, les auditeurs s'enfuyaient sur les papiers griffonnés par l'empereur, et s'en arrachaient les morceaux ; et si, par hasard, ils y lisaient le nom d'une ville ou d'une capitale, ils en tiraient les plus étranges conjectures.

Il est arrivé souvent que Napoléon se rendait au conseil après une nuit employée au travail ou bien en sortant de travailler alors il cédait malgré lui au sommeil. Les bras arondis sur la table, la tête appuyée sur les bras, il s'endormait, et l'archichancelier prenait la présidence du conseil sans que la discussion fût interrompue. A son réveil l'empereur reprenait la discussion au point où elle était, et il arrivait quelquefois qu'en faisant son résumé il citait les opinions des orateurs qui avaient parlé pendant son sommeil.

Les séances se prolongeaient parfois de onze heures du matin à neuf heures du soir. L'empereur les suspendait alors pour que l'on pût prendre quelque nourriture. A cet effet des tables se trouvaient toutes dressées comme par enchantement dans la salle voisine ; et lorsque les membres du conseil tombaient de lassitude et de besoin, Napoléon conservait à la fin autant de facilité, d'abandon, de fraîcheur d'esprit et de tête qu'au commencement.

Il prenait toujours part aux discussions les plus importantes. On a recueilli de lui plusieurs improvisations dont je vais citer quelques fragments.

Un jour, parlant des droits politiques à accorder à des étrangers d'origine française, il dit : « Le plus beau titre sur la terre c'est d'être né

français ; c'est un titre dispensé par le ciel, et qu'il ne devrait être donné à personne, sur la terre, de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français s'il le réclamait. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin, disant : Je suis Français ! que sa voix fût plus forte que la loi ; que les barrières s'abaissent devant lui et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère-patrie. Je veux élever la gloire du nom français si haut, qu'il devienne l'envie des nations ; je veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français voyageant en Europe croie se trouver toujours chez lui. »

Pendant qu'on s'occupait d'organiser les provinces illyriennes acquises depuis peu à la France, on proposa dans le conseil la suppression des régiments croates. Cette mesure, qui avait une organisation particulière, avait été formée par le vieux prince Eugène pour garantir les frontières des incursions et des brigandages des Turcs ; elle avait très bien rempli ce but jusqu'alors.

« Est-on fon ? » s'écria l'empereur à cette proposition ; « a-t-on bien compris l'excellence de l'institution, son utilité, son importance. »

« Sire, répondit l'auteur de la proposition, les Turcs n'oseraient pas aujourd'hui recommencer leur excès. »

« Et pourquoi cela, monsieur ? »

« Sire, parce que Votre Majesté est devenue leur voisin. »

« Eh bien ? »

« Sire, ils auront trop de respect pour votre puissance. »

« Ah ! oui, sire, sire... reprit vertement l'empereur, des compliments à présent ! Eh bien, monsieur, allez les porter aux Turcs, qui vous répondront par des coups de fusil, et puis après vous viendrez m'en donner des nouvelles. »

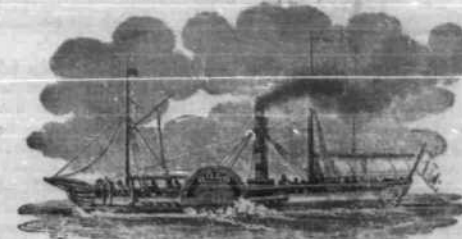
Les régiments croates furent conservés. On proposa une fois un projet de décret touchant les ambassadeurs, qui ne trouva que très peu de partisans dans le conseil. L'empereur le soutint avec l'énergie d'une conviction profonde. Il ne voulait pas que les ambassadeurs pussent se soustraire aux lois du pays ; tout au plus voulait-il leur accorder une juridiction particulière.

« Je ne m'opposerais pas, dit-il à ce sujet, qu'ils ne devinssent justiciables qu'après la décision préalable d'une réunion de ministres et des hauts dignitaires de l'empire, ou à ce qu'ils ne fussent jugés par un tribunal spécial composé des premiers magistrats et des premiers fonctionnaires de l'Etat. N'objecteriez-vous que les souverains, se trouvant compromis dans la personne de leurs représentants, ne s'enverraient plus d'ambassadeurs ? Ou serait le malheur ? Je retirerais les miens, et l'Etat gagnerait d'immenses salaires fort onéreux et souvent au moins fort inutiles. Pourquoi voudrait-on soustraire les ambassadeurs à toute juridiction ? Ils ne doivent être envoyés que pour être agréables, pour entretenir un échange de bienveillance et d'amitié entre les souverains respectifs. S'ils sortent de la classe de tous, dans le droit commun. Je ne saurais à regretter tacitement qu'ils pussent être auprès de moi à titre d'espions à gage ; ou bien alors je suis un sot, et je mérite tout le mal qui peut m'en arriver. Seulement il s'agit de s'entendre et de le proclamer d'avance, afin de ne pas retomber dans l'inconvénient de violer ce qu'on appelle le droit des gens et les habitudes reçues. Au plus fort d'une crise célèbre, un vint m'avertir qu'un grand personnage s'était réfugié chez M. de Cabanetti et s'y croyait à l'abri sous les immunités de cet ambassadeur

PREMIER D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.



CORSE.

C'est avec un sentiment de vive reconnaissance (et en cela nous sommes sûrs d'être avoués par nos concitoyens), que nous transcrivons en entier l'excellent rapport de M. le comte Jaubert à la chambre des députés, sur le projet de loi concernant le classement des routes royales de la Corse.

La vérité se fait jour en haut lieu. On a rarement présenté aux chambres des vues plus sages et plus élevées, des aperçus plus justes sur notre situation.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 6 Avril.

Messieurs, la Corse, avant sa réunion à la France, en 1769, ne possédait aucune route propre à la circulation des voitures : la nécessité de rattacher Bastia, capitale de l'île, aux deux golfes principaux de la côte occidentale qui regardent la France, fit créer d'abord la route militaire de Bastia à Saint-Florent, et, plus tard, projeter celle de Bastia à Ajaccio. Sous l'Empire, le besoin de l'exploitation des forêts d'Aitone déterminait le gouvernement à ouvrir celle qui les met en communication avec le golfe de Sagone. Ces trois routes ne figuraient pourtant point au tableau général annexé au décret du 16 décembre 1811, bien que ce tableau comprît même les routes impériales de l'Italie : la Corse y était passée sous silence. La statistique de 1824 en fit mention à la suite des cent quatre-vingt-onze routes royales de notre territoire continental, mais, en quelque sorte, pour mémoire, et sans leur affecter de numéros. Chaque année un crédit spécial de 200,000 francs était ouvert au budget des ponts et réparti ensuite entre les trois services des routes, de la navigation et des ports.

Cet état de choses dura jusqu'en 1832, (a) époque

(a) Ce vœu a été émis dans une de ces séances où les membres du Liamone se trouvaient en majorité. En 1834 et 1835, le conseil-général a demandé que la route de la partie orientale fût aussi déclarée route royale. Il paraît que c'était trop tard. (Note du rédacteur.)

où le conseil-général du département émit le vœu que les deux lignes d'Ajaccio à Bonifacio, par Sartène, et de Calvi à Corte, par Ponte-alla-Leccia, fussent appelées à prendre part aux allocations. Les ingénieurs commencèrent à s'en occuper; des études furent faites, et même quelques travaux d'art furent entrepris. A peu près en même temps, la commission de finances de la chambre avait demandé, par mesure d'ordre, que la Corse cessât d'avoir un budget spécial, sauf à la faire participer, comme tous les autres départements, et dans la portion de ses besoins, au fonds commun des routes. A dater de 1833, cette intention a été suivie, si ce n'est en ce qu'elle avait de relatif à l'importance des allocations, du moins en ce qui touche la forme.

Sur ces entrefaites, le gouvernement avait senti la convenance qu'il y avait à régulariser la position légale des routes de la Corse, au moyen d'un classement régulier. Une ordonnance royale avait été préparée à cet effet dès le mois de novembre 1832; mais on fit réflexion qu'aux termes de l'art. 30 de la loi du 21 avril précédent, corroborée depuis par l'art. 3 de la loi du 7 juillet 1833 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et malgré le commencement d'exécution dont les cinq routes de la Corse avaient déjà été l'objet, une ordonnance pouvait ne pas être suffisante, et qu'une loi paraissait nécessaire pour qu'elles pussent être inscrites officiellement au nombre des routes royales. Tel est le scrupule qui a donné naissance au projet de loi actuel. Comme vous le voyez, messieurs, ce n'est pas autre chose que l'enregistrement de faits accomplis et antérieurs, pour la plupart, aux lois précitées. Dès lors, l'enquête prescrite par la loi du 7 juillet 1833 a paru superflue, et l'administration s'est d'autant moins crue obligée d'y procéder, que leur résultat ne lui aurait rien appris de nouveau sur les vœux des localités.

Quoique l'adoption du projet de loi ne semble pas devoir souffrir de difficulté, votre commission n'en croit pas moins devoir vous rendre compte des renseignements qu'elle a recueillis sur l'état actuel des routes dont le classement est demandé.

La première, celle d'Ajaccio à Bastia, formant en quelque sorte la diagonale de l'île, paraît n'avoir par été bien tracée dans l'intérêt de la position, puisqu'elle laisse de côté des cantons fort intéressants, pour se jeter dans les gorges

étroites et stériles du Golo. Elle a environ 37 lieues de longueur, dont les deux tiers seulement construits soit en empiérement, soit, en majeure partie, en terrain naturel, sont parvenus à l'état d'entretien; le reste est à l'état de lacune, ou exige de fortes réparations. La seconde, celle de Bastia à Saint-Florent, qui n'a que cinq lieues d'étendue, dont deux tiers en terrain naturel, mérite les mêmes critiques; elle compte d'ailleurs beaucoup de pentes excessivement rapides : plus de 3,000 mètres sont à réparer. La troisième, celle de Sagone à la forêt d'Aitone, d'environ 9 lieues, dont aussi les deux tiers sont ouverts en terrain naturel, n'a guère qu'une demi-lieue qui soit à l'état de lacune, ou de grosses réparations. Quant à la quatrième et à la cinquième route, celle d'Ajaccio à Bonifacio, par Sartène, de 34 lieues, et de Calvi à Corte, par Ponte-alla-Leccia, de 16 lieues, tout y est à faire, à très peu de choses près.

Le résumé de la situation des cinq routes, au 1^{er} janvier 1836, donne :

145,970 mètres ou 36 lieues environ à l'état d'entretien;	
53,366	14 de grosses réparations;
205,733	51 de lacunes.

Total. 405,069 mètres, 101 lieues.

La dépense à laquelle est évaluée, par les ingénieurs, la mise en état d'entretien des soixante-cinq lieues de lacune ou de grosses réparations, est de 3,015,971 fr.

L'entretien des cinq routes, lorsqu'elles seront terminées, en le supposant proportionnel à celui des portions qui le sont déjà, exigera une dépense annuelle d'environ 137,000 fr.

Nous devons faire remarquer ici que si le terme moyen de 50,500 fr. environ par lieue de lacune qui résulte pour la Corse des documents fournis à votre commission, est d'un tiers inférieur à celui de la statistique générale que vient de dresser l'administration (1), ce n'est pas qu'en Corse les routes y soient plus faciles à faire qu'ailleurs. Tout au contraire : les montagnes y abondent plus qu'en aucune partie de la France, et ce pays

(1) Rapport fait au nom de la même commission, par M. le comte Jaubert, sur les lacunes des routes royales (20 mars 1836).

d'Autriche. Je mandai celui-ci pour connaître la vérité, et je lui déclarai qu'il serait malheureux qu'il en fût ainsi; car un pareil usage ne ferait rien à mes yeux contre le salut d'une nation; que je n'hésiterais pas à faire assis le coupable et son recelur privilégié, à les livrer tous deux à un tribunal et à les faire exécuter. Et je l'aurais fait, Messieurs, ajouta Napoléon en élevant la voix; « on le savait, aussi ne s'y frottait-on pas.

Malgré l'insistance de l'empereur, ce projet ne fut point adopté par le conseil, et cette fois encore on peut juger de la liberté des votes et de la soumission du chef de l'Etat à la majorité.

Au milieu de la gravité des séances il est arrivé qu'un mot plaisant échappé à quelque membre excitait le rire de l'assemblée. L'empereur ne s'en faisait pas et parfois y donnait lieu lui-même.

Le conseiller d'Etat, général Gassendi, appuya un jour son opinion de la doctrine des économistes; l'empereur, qui l'aimait beaucoup à titre d'ancien camarade d'artillerie, l'interrompit sans façon, en s'écriant : « Mais, mon cher, qui vous a rendu si savant? ou diable avez-vous pris de tels principes? »

Le bon général, peu habitué à parler, ne crut pouvoir mieux faire que de répondre que c'était auprès de lui-même qu'il avait puisé cette opinion. « Comment! s'écria l'empereur avec chaleur, que dites-vous là? est-ce bien possible? Comment! de moi, qui ait toujours pensé que s'il existait une monarchie de granite, il suffirait des idées des économistes pour la réduire en poudre... Allez, mon cher, vous vous serez endormi dans vos bureaux, et vous y aurez rêvé tout cela. »

Gassendi, susceptible et colère, lui repliqua sur-le-champ : « Oh! pour nous endormir dans nos bureaux, sire, c'est une autre affaire; avec vous, j'en défierais bien quiconque en aurait envie : vous nous y tourmentez trop pour cela. »

Cette boutade excita le rire du conseil, et l'empereur rit plus fort que les autres.

Une des improvisations les plus chaleureuses de Napoléon fut celle qu'il eut à propos de l'organisation des trois banes de la garde nationale. On va juger jusqu'à quel point il poussait la prévoyance.

Ce fut un an avant l'expédition de Russie que le projet d'organiser les trois banes de la garde nationale en France fut présenté au conseil. Le premier, composé de jeunes gens, devait, en cas d'invasion, marcher jusqu'aux frontières; le second, composé d'hommes de l'âge mûr et de gens mariés, ne devait pas quitter le département; le troisième, composé des hommes âgés, était spécialement attaché à la défense du chef-lieu. Par cette belle organisation, plus de deux millions d'hommes se trouvaient armés, classés, enrégimentés : la France était imprenable.

M. Malouet parla contre ce projet mais n'ayant pas exprimé sa pensée toute entière, dans la crainte de blesser l'empereur, qui tenait ce projet adopté, il employa des circonlocutions gênantes, des périphrases embarrassées. Napoléon l'interrompit brusquement en lui disant sa phrase habituelle : « Parlez hardiment, monsieur, ne craignez pas votre pensée; dites-la tout entière; nous sommes ici entre nous. »

Alors M. Malouet s'expliqua d'une manière précise, et déclara que cette mesure alarmait tout le monde; que chacun craignait que, sous prétexte de la défense intérieure, on ne l'entraînât plus loin.

« Eh bien! à la bonne heure, dit l'empereur, je vous comprends à présent. Mais, messieurs, dit-il en s'adressant au conseil, vous êtes tous

pères de famille, jouissant d'une certaine fortune, exerçant des emplois importants; vous devez avoir une immense clientèle; vous devez être bien gauchistes ou bien peu soigneux si avec tous ces avantages vous n'exercez pas une grande influence d'opinion. Or, comment se fait-il que vous qui me connaissez si bien, ne laissez si peu connaître la ruse et la fraude dans mon gouvernement? Je ne suis point timide et je n'ai point l'usage des voies obliques. Si j'ai un défaut, c'est de m'expliquer trop verbalement, trop laconiquement peut-être, l'ordonne, parce que je m'en repose ensuite pour les formes et pour les détails sur les intermédiaires qui exécutent, et Dieu sait si, sur ce point, j'ai beaucoup à me louer. Si donc j'avais besoin d'hommes, je le demanderais hardiment au sénat qui me les accablait : et si je ne l'obtiens de lui, je m'adresserais au peuple même, que vous verriez marcher avec moi. Je vous ennuie peut-être, car vous semblez parfois ne pas vous douter du véritable état des choses. Sachez que ma popularité est immense incommensurable, car qu'on en veuille dire, partout le peuple m'aime et m'estime; son gros bon sens l'emporte sur toute la malveillance des salons et la métaphysique des niais; il me suit, en opposition de vous tous. Cela vous étonne encore, et pourtant il en sera ainsi : c'est qu'il ne connaît que moi; c'est par moi qu'il jouit sans crainte de tout ce qu'il a acquis; c'est par moi qu'il voit ses frères, ses fils, indistinctement avancés, décorés, enrichis; c'est par moi qu'il voit ses bras facilement et utilement employés, ses aîeux accompagnés de quelque jouissance. Il me trouve toujours sans injustice, sans préférence; car il voit, il touche, il comprend tout cela, et rien de plus, rien surtout de la métaphysique. Croyez donc qu'il fera toujours ce que nous réglerons pour son bien. Ne vous en laissez pas surtout imposer par l'opposition que vous mentionnez, elle n'existe que dans quelques salons de Paris, et nullement dans la nation. En ceci je n'ai nulle vue ultérieure au dehors, je le déclare; je ne m'occupe en cet instant que de la sûreté, du repos, de la stabilité de la France au dedans. Poursuivez donc les banes de la garde nationale; que chaque citoyen connaisse son poste au besoin. Que Gambacérés que voilà soit dans le cas de prendre un fusil si le danger le requiert, et alors vous auriez vraiment une nation maçonnerie à chaux et à sable capable de défendre les hommes et les siècles. »

Le projet changea vingt fois de rédaction, et finit par être mis de côté. S'il eût été adopté et mis à exécution, il n'y avait pour nous ni soulagement des alliés, ni l'imposition des Bourbons, et pour lui ni Waterloo, ni Saint-Hélène. Tel était le rôle que le grand homme venait remplir au conseil d'Etat; il cherchait à s'éclairer de ses lumières, et souvent il l'éclairait des siennes propres. Ce conseil était en outre la cour de justice des hauts fonctionnaires. Lorsqu'une plainte était portée à l'empereur, il nommait trois conseillers pour examiner la conduite de l'accusé; le rapport fait, il acquittait ou condamnait : c'était la véritable loi de justice.

M. de Las Cases parlant un jour à Napoléon, à Saint-Hélène, des séances du conseil d'Etat, en obtint pour toute réponse : « Encore quelque temps, et à peine en restera-t-il le vestige dans le souvenir. » Cette fois la voix du grand homme ne sera pas prophétique, et tant que le Code Napoléon régnera les peuples, on se rappellera de Napoléon législateur. Un ex-conseiller d'Etat.

(NAPOLÉON, journal anecdotique et biographique.)

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 1^{er} au 7 avril.

CIVITA-VECCHIA, golette Providence, c. Cecconi, avec franges.
BONIFACIO, gondole Misericordia, cap. Gabrielli, avec bid.
BONIFACIO, mistick Assomption, capit. Valery, avec bid.
GENES, bœuf Jémi-Marie, capit. Baussa, avec pils et riz.
GENES, bœuf Vierge-des-Carmes, cap. Figgalo, avec bid et riz.
AJACCIO, bateau à vapeur le Golo, cap. Valzi, lest.
MARSEILLE, mistick Rose, cap. Oliva, avec sel.

DÉPARTS

Du 1^{er} au 7 avril.

PR. TOULON, bateau à vapeur le Golo, cap. Valzi.
LIVOURNE, bœuf Conception, cap. Altoni.
LIVOURNE, bœuf Conception, cap. Marini.
PROPRIANO, mistick Assomption, c. Canavaggio.
PROPRIANO, mistick Misericordia, c. Giudicelli.
BONIFACIO, mistick Assomption, c. Giovannetti.
ALGERIA, bœuf St-Avoine, cap. Bugiani.
RIO-DE-JANEIRO, bœuf Annonciation, cap. Guasco.
RIO-DE-JANEIRO, mistick Conception, cap. Loujicati.
ST-PAUL-DE-LOUË, felouque Vierge-des-Carmes, cap. Solari.
AJACCIO, bateau à vapeur le Golo, cap. Valzi.

ANNONCES ET AVIS.

Une médaille a été décernée à l'auteur.

MAUX DE DENTS.

La Crisoste Billard enlève à l'instant et pour toujours la douleur de dent la plus vive et guérit la carie des dents gâtées, 2 fr. le flacon avec l'instruction. Dépôt chez M. Sampolo, pharmacien, à Ajaccio; chez M. Louis Gregory, pharmacien, à Bastia.

AVIS AU PUBLIC.

Madame V^e Lesur, dite Fourcy, prévient le public qu'elle vient d'établir une maison de bains qui sera ouverte le 18 avril courant. Ce bel établissement est situé place St-Nicolas. Les bains sont au premier étage, d'où l'on a une vue superbe, d'un côté sur la mer et de l'autre sur la campagne. On n'a rien négligé pour que les cabinets soient ornés avec goût, propreté et décence.

Tout le linge est beau et entièrement neuf. Mme. Lesur désirant obtenir les suffrages du public mis ses bains à un prix très modéré. Pour la commodité des personnes abonnées, les billets auront toujours cours :

Un bain avec deux serviettes et un peignoir F. 1 00 c.
Abonnement de douze billets . . . 9 00
Idem de six 5 00
Chaque serviette en plus se paie . . 0 10
Un fond de bain 0 20

Les baignes seront toujours lavés et nettoyés avant de les remplir et en les vidant. Mais, outre cela, les personnes pourront exiger qu'on les nettoie devant elles.

On sera servi avec zèle et promptitude.

Mme. Lesur espère que les personnes qui l'honoreraient de leur confiance et de leur estime lorsqu'elle tenait son ancien établissement, voudront bien les lui continuer encore, leur promettant aujourd'hui comme autrefois de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour les mériter.

Le Gérant E. TARTAROLI.

Bastia. De l'imprimerie de CÉSAR FARIANI.

a même cela de particulier, que les plaines, surtout celles qui bordent la mer, y étant devenues insalubres et presque inhabitées depuis l'invasion des Sarrasins, qui a refoulé les populations dans les montagnes, les routes destinées à desservir ces populations doivent nécessairement sillonner les parties les plus âpres du territoire. Si donc on voulait les construire sur les mêmes dimensions que celles de France, la dépense serait beaucoup plus considérable; mais l'administration a sagement pensé que dans un pays où il y avait tant à faire, il ne fallait pas viser tout d'un coup à la perfection, et elle a arrêté qu'il ne serait donné généralement aux routes royales de la Corse, comme à ses routes départementales, qu'une largeur de six mètres, non compris les fossés. D'autre part, vous avez déjà vu que partout où il était rigoureusement possible d'ouvrir les nouvelles routes en terrain naturel, l'administration n'y avait pas manqué. Ces deux moyens d'économie expliquent suffisamment la différence qui a été indiquée ci-dessus.

Au reste, il ne faut pas croire que les 3 millions que coûteront les routes de la Corse soient une charge imprévue ajoutée à celle des 13a millions de la nouvelle statistique générale (1); car elles y sont comprises par avance.

Elles n'ont d'ailleurs rien de commun avec les routes départementales, classées comme telles par l'ordonnance royale de 23 mai 1830, qui sont aussi au nombre de cinq, savoir: 1^o d'Ajaccio aux bords de Guagno, près Vico, établissement thermal appartenant à l'Etat; 2^o de Bastia à Macinaggio, dirigée sur la pointe septentrionale de l'île; 3^o de Propriano à Sartène, chef-lieu d'arrondissement; elle doit s'embrancher sur la route royale d'Ajaccio à Bonifacio; on l'a empruntée par celle-ci. Propriano, situé sur le golfe de Vaillico, est en quelque sorte le port de Sartène et des cantons environnants; 4^o de Calvi à Saint-Florent, réunissant les deux points militaires les plus importants de l'île; 5^o du pont de Prunette, village situé à quinze lieues dans la direction du sud. On a de la peine à s'expliquer pourquoi cette dernière ligne s'arrête brusquement à un point aussi peu important que Prunette, alors qu'il eût été si naturel de la prolonger jusqu'à Bonifacio pour compléter l'espèce de route de ceinture de l'île. C'est là précisément que sont les plus belles plaines, celles où les routes seraient les plus faciles à construire, et les moins dispendieuses. C'est sur cette côte orientale de l'île qui fait face à l'Italie, que les Romains (b) avaient fondé leur colonie d'Aleria, à l'embouchure du Tavignano et de Mariana; c'est là qu'à l'abri des vents d'ouest, s'ouvrent à notre marine militaire et au commerce les beaux golfes de Porto-Vecchio

(1) Voyez le rapport précité sur les lacunes, page 8.

(b) On sait assez que ces maîtres du monde, lorsqu'ils envoyaient des colonies, mettaient un grand soin à choisir un bon emplacement; on n'a jamais contesté que les cantons environnants d'Aleria ne contiennent les terres les plus fertiles de la Corse. Nous ne tenons pas beaucoup à ce que la route qui doit les traverser soit déclarée route royale ou route départementale pourvu qu'elle soit confectionnée au plus tôt; car, jusqu'à ce qu'on n'ait mis en plein rapport ces contrées, nous croyons que la Corse ne pourra se relever complètement de ses anciens malheurs. (Note du rédacteur.)

et de Santa-Manza. A la vérité ces contrées jadis si florissantes sont retombées, sous l'influence d'un mauvais air qui s'exhale de leurs marais, dans un état presque sauvage; mais le premier pas à faire pour les rendre accessibles à l'industrie, c'est d'enlever les obstacles qui s'opposent à leur développement. Telle est à nos yeux l'importance de la ligne de Prunette à Bonifacio pour l'avenir du pays, que nous n'hésitons pas à prédire que dans un temps plus ou moins éloigné les autorités locales seront nécessairement amenées à en solliciter le classement comme route départementale.

Puisque nous avons parlé des routes départementales de la Corse, la chambre attachera sans doute quelque prix à en connaître la situation présente. Sur les quarante-cinq lieues dont elles se composent, six à peine sont à l'état d'entretien, quatre exigent de grosses réparations; le reste, c'est-à-dire trente-neuf lieues, est encore à l'état de lacune. La dépense qu'exigent ces deux dernières catégories ne s'élève pas moins de 1,582,000 francs. Combien d'années ne faudra-t-il pas au département, réduit pour cet objet à ses seules et faibles ressources financières, pour achever une si grande entreprise? Il ne sera vraiment encouragé à le faire, il ne le fera certainement qu'autant que l'Etat remplira à son égard les obligations qu'il a contractées en ce qui concerne les routes royales. Le gouvernement a été pourvu dès 1833, et récemment encore, par la chambre, de moyens extraordinaires pour l'achèvement des lacunes; rien n'empêche dès lors qu'il n'imprime à ce service dans la Corse une plus grande activité. La justice l'exige, car de tous les départements de la France, celui-là a toujours été le plus négligé.

Et pourtant, Messieurs, à quel degré de prospérité pour elle-même, d'utilité pour la France entière, la Corse ne pourrait-elle pas s'élever sous une administration bienveillante et éclairée! La France possède la Corse depuis soixante-six ans, et ne la connaît pas encore! s'écriait naguère à cette tribune l'honorable M. Lempereur, dans un discours empreint du plus noble et du plus touchant patriotisme. Ce reproche ou plutôt ce cri de détresse de nos frères, nous avons mérité de l'entendre.

Il existe à trente-six lieues des côtes de la Provence, sous le plus beau climat, une île toute française, irrévocablement liée à nos destinées, riche de tous les dons de la nature, habitée par un peuple non moins remarquable par son intelligence et son aptitude aux arts de la paix, que par sa bravoure; une terre abondante en toutes sortes de productions propres à l'industrie et au commerce; cette île présente un développement de côtes de deux cent cinquante lieues découpées en ports magnifiques; eh bien! elle a été en quelque sorte oubliée au milieu de la Méditerranée, dont elle pourrait être le plus bel ornement. On n'y a dépensé que tout juste ce qu'il fallait pour s'en assurer la possession; on n'y a à peu près rien fait pour l'améliorer. L'ancien régime n'y voyait qu'un nom de plus à ajouter à la liste des colonies; la République ne lui a demandé que des soldats; Napoléon lui-même ne s'en est souvenu qu'à St-Hélène; (c) la Restauration sembla prendre à tâche de lui faire expier la gloire qu'elle a eue de donner naissance au grand homme: ah! Messieurs, il est temps que la révolution de Juillet reprenne enfin envers la Corse, les torts de tous les gouvernements précédents.

(c) C'est là une grande et triste vérité. Mais, la patrie a un reproche encore plus grave à faire au

En fait de communication, trente-six lieues de routes à peine praticables pour ses voitures, voilà tout ce que la Corse a obtenu de la munificence de la France depuis soixante-six ans. Qui oserait, en présence d'un pareil fait, renouveler encore cette accusation, d'ailleurs bien injuste, de barbarie qu'à une autre époque on a intentée à nos concitoyens de la Corse? Si la civilisation n'a pas encore fait dans ses montagnes tous les progrès qui se manifestent dans les autres parties de notre territoire, ne nous en prenons qu'à nous-mêmes. Et si quelque chose a droit d'étonner, c'est que la Corse, livrée pour ainsi dire à elle-même, ait trouvé dans son propre sein, dans l'énergie de ses habitants, assez de ressources pour s'avancer, comme elle l'a fait sous plus d'un rapport, dans la voie du progrès.

La chambre nous pardonnera, sans doute, cette digression. A vrai dire, elle se rattache naturellement à notre sujet; et, d'ailleurs, par cela seul que la Corse est actuellement le plus faible de nos départements, nous nous sommes crus obligés d'invoquer plus hautement à son aide la protection, la générosité du gouvernement et de la chambre.

Votre commission, Messieurs, vous propose à l'unanimité l'adoption du projet de loi.

Une ordonnance royale du 31 mars et insérée dans le *Moniteur*, prescrit l'organisation de l'Ecole de Corte, sous la dénomination d'*Ecole Paoli*. Nous transcrirons en entier cette ordonnance dans notre prochain numéro.

TRAVAUX DES MAIRES PENDANT LE MOIS D'AVRIL.

Bacs et Bateaux. — Dans le courant du mois d'avril, MM. les maires, commis par le préfet et le sous-préfet, doivent assister les ingénieurs des ponts et chaussées dans les visites annuelles que ceux-ci, aux termes de l'art. 34 de la loi du 6 frimaire an VII (25 novembre 1798), ont à faire des bacs, bateaux et autres objets dépendants de leur service, afin de juger s'ils sont régulièrement entretenus.

Les maires devront, même d'office, s'il est à leur connaissance qu'un bac ou bateau soit en mauvais état et présente des dangers pour la sécurité publique, se transporter sur les lieux, accompagnés d'un charpentier, pour en faire l'inspection; et après avoir signifié au propriétaire les réparations à effectuer, lui défendre de faire usage de son bateau jusqu'à ce que les réparations indiquées aient eu lieu.

Bureaux de charité et hospices. — *Règlement des budgets.* — Les communes ayant à suppléer à l'insuffisance des revenus affectés aux besoins des hôpitaux, des bureaux de charité, des collèges communaux, et même des fabriques, les budgets de ces établissements doivent être mis par les maires sous les yeux des conseils municipaux comme éléments justificatifs de leurs besoins et des sommes qu'il peut être nécessaire de leur

plus grands de ses enfants: l'acte injuste et impolitique de 1811, source d'événements funestes, de divisions et de trahisons continuelles. En réunissant les deux départements de la Corse, l'Empereur concentrait toute l'action du gouvernement dans sa ville natale. Malheureusement, l'histoire, d'accord avec la nature des lieux; est là, pour déposer que les cantons qui l'environnent n'ont jamais été les plus peuplés, ni les plus productifs de l'île. (Note du rédacteur.)

allouer dans les budgets communaux qui s'arrêtaient dans la session du mois de mai, c'est-à-dire dans les budgets des communes dont le revenu ne s'élève pas à 10,000 fr.

En conséquence, les commissions administratives de ces établissements doivent se réunir dans les premiers jours du mois d'avril pour recevoir les comptes d'administration et les comptes des receveurs, rendus sur la gestion de l'année précédente, et pour délibérer sur le budget de l'exercice suivant.

Les maires, en leur qualité de présidents-nés des commissions administratives des hospices, des bureaux de charité et des bureaux chargés de recevoir le compte des dépenses des collèges communaux, doivent convoquer ces commissions et bureaux pour le jour déterminé par MM. les préfets.

Quand à ceux de ces établissements auxquels les communes ne fournissent pas la subvention, le budget des recettes et dépenses à effectuer pour chaque exercice est délibéré dans leur session annuelle du mois d'octobre. (Instruction du ministre des finances, du 15 décembre 1826.)

Conseils municipaux. — *Convocation.* — Dès que l'époque de la seconde session ordinaire des conseils municipaux, qui doit avoir lieu dans les premiers jours du mois de mai, aura été déterminée par MM. les préfets, les maires convoqueront, à domicile et par lettres closes, les membres de ces conseils, en leur rappelant que le conseiller qui a manqué à trois sessions consécutives, sans excuses reconnues légitimes, peut être déclaré démissionnaire par le préfet.

Cultes. — *Fabriques.* — La seconde session ordinaire des conseils de fabrique aura lieu le 26 avril, dimanche de *Quasimodo*.

Les maires des communes, chefs-lieux de curie ou de succursale, en sont membres de droit et y ont voix délibérative. Ils doivent y assister et peuvent s'y faire remplacer par un de leurs adjoints.

Déclarations de successions. — *États des décès.* — MM. les maires doivent, dans le courant du mois d'avril, transmettre au receveur de l'enregistrement de leur canton, le relevé par eux certifié, de tous les décès survenus dans leur commune pendant le mois de janvier, février et mars. (Loi du 22 frimaire an VII, 12 décembre 1798, art. 45.)

Enfants trouvés. — *Certificats de vie.* — Les maires doivent adresser, dans les premiers jours d'avril, pour le trimestre écoulé, les certificats de vie et de situation des enfants trouvés et abandonnés, placés en nourrice dans leur commune.

Repertoire. — *Vice.* — Dans les dix premiers jours du mois d'avril, les maires sont tenus de faire viser, par le receveur de l'enregistrement, le répertoire des actes que la loi soumet à la formalité de l'enregistrement sur minute. La présentation au visa doit être faite, lors même qu'il n'y aurait eu lieu à l'inscription d'aucun acte pendant le trimestre écoulé.

— M. le ministre de la marine a ordonné au brick la canonnière la *Malouine*, de se rendre à Barcelonne. Ce bâtiment, sous les ordres de M. Edouard Penard, lieutenant de vaisseau, a quitté le port de Toulon dans la nuit du 1^{er} au 2 avril pour se rendre à sa destination.

En toutes choses, dit Montaigne, il faut choisir non pas le plus savant, mais le mieux savant. *Vita longa ars brevis*, et en médecine surtout il faut toujours s'adresser aux hommes qui s'adonnent

spécialement à une des branches de l'art de guérir, car ils y acquièrent, par la pratique, un degré de perfection qu'on chercherait vainement chez les autres; c'est sous ce point de vue que nous recommandons la méthode du docteur GIRAUDOUX, pour la guérison des DARTRES et des MALADIES CHRONIQUES. (Voir aux annonces.)

PARIS.

— L'ordre vient d'être donné dans l'armée d'envoyer en congé tous les sous-officiers et soldats de la classe de 1830. Ces hommes se mettront en route pour leurs foyers aussitôt après la rentrée au corps des hommes actuellement en semestre.

— L'instruction relative à la fabrique clandestine des poudres se continue avec activité.

— La cour d'assises de la Corrèze vient de condamner à cinq ans de travaux forcés, à la surveillance et à l'exposition, le nommé Simonot, agent subalterne de remplacements militaires, comme coupable de faux en matière de recrutement. Ce crime consistait dans l'usage de faux certificats pour faire admettre deux remplaçants dans le conseil de révision de la Creuse.

— Divers journaux ont annoncé que la succession de Mme. Letitia Bonaparte s'élevait à 2 millions de piastres ou 10 millions de francs. Nous pouvons assurer que cette succession ne va pas au-delà de 2 millions de francs partageables entre six héritiers. (Gazette des Tribunaux.)

— Le fameux article secret du traité d'Unkiar-Skelessi a tant intrigué les politiques, que nous croyons devoir leur en soumettre le texte officiel tel que lord Palmerston l'a déposé sur le bureau du parlement anglais, avec la copie du traité auquel il est annexé.

« En vertu d'une des clauses de l'article 1^{er} du traité patent d'alliance définitive conclu entre la cour impériale de Russie et la Sublime-Porte, les deux hautes parties contractantes sont tenues de prêter assistance mutuelle et de coopérer de la manière la plus efficace à la garantie et à la sûreté de leurs possessions respectives. Néanmoins S. M. l'empereur de toutes les Russies, désirant épargner à la Sublime-Porte les dépenses et embarras qui résulteraient pour elle de cette obligation de lui fournir des secours effectifs, n'exigera point ces secours, le cas échéant, et la Porte, conformément au principe de réciprocité établi par le traité patent, bornera son action en faveur de la cour impériale de Russie à la fermeture du détroit des Dardanelles, c'est-à-dire qu'elle ne permettra à aucun vaisseau de guerre étranger d'entrer dans le détroit sous un prétexte quelconque. »

— M. le docteur Bowring, membre du Parlement et commissaire du gouvernement britannique, est arrivé depuis quelques jours à Paris, accompagné de M. Paingle, capitaine du génie, et du banquier M. Thomas, dans le but de proposer la construction de chemins de fer entre Paris, Londres et Bruxelles, et de discuter les moyens propres à exécuter cette immense entreprise. M. Bowring a eu, à ce sujet, une entrevue avec M. Thiers. La ligne de Douvres à Londres est déjà tracée, et dès avant la conception du projet actuel, on s'était préparé à joindre Paris avec Bruxelles. D'après des calculs qui viennent d'être faits, on pourra se rendre de Paris à Londres en treize heures et demie, et de Londres à Bruxelles en onze heures et demie.

— On écrit de Marey-sur-Tille :

« Nous avons dans notre commune un exemple de longévité bien rare, surtout dans la même famille. M. Masson, ancien curé d'Avot, a trois sœurs et un frère, et tous les cinq sont octogénaires. M. Masson a 88 ans, sa sœur calette 86 et demi, la deuxième 84, la troisième 82, et son frère 80. Le total des années qu'ils réunissent à eux cinq est de 420 et demi. »

— Un journal de New-York annonce que Joice Heth, qu'on dit avoir été la nourrice de George Washington, vient de mourir à l'âge de 162 ans.

— On écrit de Grisons (Suisse) :

« Le 27 février, il tomba sur les Alpes rhétiques une prodigieuse quantité de neige. Le même soir, dans le voisinage de Poschiavo, une avalanche a tué cinq personnes, dont l'une est père de six enfants, l'autre de cinq; trois de ces victimes sont frères. Après trois jours de travail, on n'en a trouvé qu'une. Le même jour, une avalanche tomba de l'autre côté du Splügen; 38 traîneaux se trouvaient sur la route: il perit cinq hommes et sept chevaux; les autres n'échappèrent qu'avec peine. On craint qu'une troisième avalanche n'ait couvert le petit village de Gimola dans la Valteline, et que 70 à 80 personnes n'y aient trouvés la mort. »

— L'immense quantité de neige tombée aux environs de Milan à la fin de février, a causé les plus graves accidents; plusieurs avalanches ont comblé la route de la Spluga, et l'ont rendue impraticable: cinq voyageurs ont péri. Une avalanche, qui s'est précipitée sur le village nommé Casa di Sopra, district de Morbegno, a englouti 20 habitations dans les quelles 40 habitants ont été tués ou blessés. De pareils malheurs ont eu lieu à Costa di Serima, province de Bergame, et à Cironico, province de Como. On ne sait pas au juste les pertes qu'on a à déplorer, mais on a déjà retiré quelques infortunés de dessous les neiges, et les travaux continuent. (Gazette de Milan.)

— On lit dans l'*Ami de la Charte* :

Le monde savant et commercial aura bientôt un vaste et intéressant sujet d'occupation; il est sérieusement question de joindre par un canal l'Atlantique à la mer du Sud. Le major Biddle, officier au service des Etats-Unis, avait été chargé par son gouvernement d'étudier les moyens de réaliser cette idée; le commandant R. Owen, au service du roi d'Angleterre, explore en ce moment le lac de Nicaragua et la rivière Saint-Jean, et le capitaine Beechy achève de visiter les côtes de l'Amérique centrale sur la mer Pacifique. Le lac Nicaragua paraît être le plus avantageux pour déterminer la ligne de jonction.

Le gouvernement anglais s'occupe en même temps, comme les journaux nous en ont récemment informés, d'un chemin de fer qui fera communiquer l'Euphrate et le golfe Persique avec la Méditerranée.

Si cette double entreprise parvient à s'exécuter, le commerce transmaritime prendra sa principale direction à travers l'isthme de Panama, le grand Océan et la Méditerranée; les marchandises circuleront autour du globe dans la direction du tropique, et la périlleuse navigation qui consiste à doubler tantôt le cap Horn, tantôt le cap de Bonne-Espérance, sera à peu près abandonnée.

Les changements qui en résulteraient pour les intérêts positifs de tous les peuples, les progrès qu'en recevrait la civilisation, sont immenses et incalculables; mais il est fort douteux que ces spéculations attirent l'attention des gens du monde.

a même cela de particulier, que les plaines, surtout celles qui bordent la mer, y étant devenues insalubres et presque inhabitées depuis l'invasion des Sarrasins, qui a refoulé les populations dans les montagnes, les routes destinées à desservir ces populations doivent nécessairement sillonner les parties les plus âpres du territoire. Si donc on voulait les construire sur les mêmes dimensions que celles de France, la dépense serait beaucoup plus considérable; mais l'administration a sagement pensé que dans un pays où il y avait tant à faire, il ne fallait pas viser tout d'un coup à la perfection, et elle a arrêté qu'il ne serait donné généralement aux routes royales de la Corse, comme à ses routes départementales, qu'une largeur de six mètres, non compris les fossés. D'autre part, vous avez déjà vu que partout où il était rigoureusement possible d'ouvrir les nouvelles routes en terrain naturel, l'administration n'y avait pas manqué. Ces deux moyens d'économie expliquent suffisamment la différence qui a été indiquée ci-dessus.

Au reste, il ne faut pas croire que les 3 millions que coûteront les routes de la Corse soient une charge imprévue ajoutée à celle des 132 millions de la nouvelle statistique générale (1); car elles y sont comprises par avance.

Elles n'ont d'ailleurs rien de commun avec les routes départementales, classées comme telles par l'ordonnance royale de 23 mai 1830, qui sont aussi au nombre de cinq, savoir : 1^{re} d'Ajaccio aux bords de Guagno, près Vico, établissement thermal appartenant à l'Etat; elle s'embranchera sur la route forestière d'Aitone; 2^{de} de Bastia à Macinaggio, dirigée sur la pointe septentrionale de l'île; 3^{de} de Propriano à Sartène, chef-lieu d'arrondissement; elle doit s'embrancher sur la route royale d'Ajaccio à Bonifacio, on être empruntée par celle-ci; Propriano, situé sur le golfe de Valinco, est en quelque sorte le port de Sartène et des cantons environnants; 4^{de} de Calvi à Saint-Florent, réunissant les deux points militaires les plus importants de l'île; 5^{de} du pont de Golo à la route royale de Bastia à Ajaccio à Prunette, village situé à quinze lieues dans la direction du sud. On a de la peine à s'expliquer pourquoi cette dernière ligne s'arrête brusquement à un point aussi peu important que Prunette, alors qu'il eût été si naturel de la prolonger jusqu'à Bonifacio pour compléter l'espèce de route de ceinture de l'île. C'est là précisément que sont les plus belles plaines, celles où les routes seraient les plus faciles à construire, et les moins dispendieuses. C'est sur cette côte orientale de l'île qui fait face à l'Italie, que les Romains (2) avaient fondé leur colonie d'Aleria, à l'embouchure du Tavignano et de Mariana; c'est là qu'à l'abri des vents d'ouest, s'ouvrent à notre marine militaire et au commerce les beaux golfes de Porto-Vecchio

(1) Voyez le rapport précité sur les lacunes, page 8.

(2) On sait assez que ces maîtres du monde, lorsqu'ils envoyaient des colonies, mettaient un grand soin à choisir un bon emplacement; on n'a jamais contesté que les cantons environnants d'Aleria ne contiennent les terres les plus fertiles de la Corse. Nous ne tenons pas beaucoup à ce que la route qui doit les traverser soit déclarée route royale ou route départementale pourvu qu'elle soit confectionnée au plus tôt; car, jusqu'à ce qu'on n'ait mis en plein rapport ces contrées, nous croyons que la Corse ne pourra se relever complètement de ses anciens maux. (Note du rédacteur.)

et de Santa-Manza. A la vérité ces contrées jadis si florissantes sont retombées, sous l'influence d'un mauvais air qui s'exhale de leurs marais, dans un état presque sauvage; mais le premier pas à faire pour les vivifier de nouveau n'est-il pas précisément de les rendre accessibles à l'industrie? Telle est à nos yeux l'importance de la ligne de Prunette à Bonifacio pour l'avenir du pays, que nous n'hésitons pas à prédire que dans un temps plus ou moins éloigné les autorités locales seront nécessairement amenées à en solliciter le classement comme route départementale.

Puisque nous avons parlé des routes départementales de la Corse, la chambre attachera sans doute quelque prix à en connaître la situation présente. Sur les quarante-cinq lieues dont elles se composent, six à peine sont à l'état d'entretien, quatre exigent de grosses réparations; le reste, c'est-à-dire trente-neuf lieues, est encore à l'état de lacune. La dépense qu'exigent ces deux dernières catégories ne s'élève pas moins de 1458200 francs. Combien d'années ne faudra-t-il pas au département, réduit pour cet objet à ses seules et faibles ressources financières, pour achever une si grande entreprise? Il ne sera vraiment encouragé à le faire, il ne le fera certainement qu'autant que l'Etat remplira à son égard les obligations qu'il a contractées en ce qui concerne les routes royales. Le gouvernement a été pourvu dès 1833, et récemment encore, par la chambre, de moyens extraordinaires pour l'achèvement des lacunes; rien n'empêche dès lors qu'il n'imprime à ce service dans la Corse une plus grande activité. La justice l'exige, car de tous les départements de la France, celui-là a toujours été le plus négligé.

Et pourtant, Messieurs, à quel degré de prospérité pour elle-même, d'utilité pour la France entière, la Corse ne pourrait-elle pas s'élever sous une administration bienveillante et éclairée! La France possède la Corse depuis soixante-six ans, et ne la connaît pas encore! s'écriait naguère à cette tribune l'honorable M. Lamoignon, dans un discours empreint du plus noble et du plus touchant patriotisme. Ce reproche ou plutôt ce cri de détresse de nos frères, nous avons mérité de l'entendre.

Il existe à trente-six lieues des côtes de la Provence, sous le plus beau climat, une île toute française, irrévocablement liée à nos destinées, riche de tous les dons de la nature, habitée par un peuple non moins remarquable par son intelligence et son aptitude aux arts de la paix, que par sa bravoure; une terre abondante en toutes sortes de productions propres à l'industrie et au commerce; cette île présente un développement de côtes de deux cent cinquante lieues découpées en ports magnifiques; eh bien! elle a été en quelque sorte oubliée au milieu de la Méditerranée, dont elle pourrait être le plus bel ornement. On n'y a dépensé que tout juste ce qu'il fallait pour s'en assurer la possession; on n'y a à peu près rien fait pour l'améliorer. L'ancien régime n'y voyait qu'un nom de plus à ajouter à la liste des colonies; la République ne lui a demandé que des soldats; Napoléon lui-même ne s'en est souvenu qu'à St.-Flévière; (3) la Restauration sembla prendre à tâche de lui faire expier la gloire qu'elle a eue de donner naissance au grand homme; ah! Messieurs, il est temps que la révolution de Juillet répare enfin, envers la Corse, les torts de tous les gouvernements précédents.

(3) C'est là une grande et triste vérité. Mais, la patrie a un reproche encore plus grave à faire au

En fait de communication, trente-six lieues de routes à peine praticables pour ses voitures, voilà tout ce que la Corse a obtenu de la munificence de la France depuis soixante-six ans. Qui oserait, en présence d'un pareil fait, renouveler encore cette accusation, d'ailleurs bien injuste, de barbarie qu'à une autre époque on a intentée à nos concitoyens de la Corse? Si la civilisation n'a pas encore fait dans ses montagnes tous les progrès qui se manifestent dans les autres parties de notre territoire, ne nous en prenons qu'à nous-mêmes. Et si quelque chose a droit d'étonner, c'est que la Corse, livrée pour ainsi dire à elle-même, ait trouvé dans son propre sein, dans l'énergie de ses habitants, assez de ressources pour s'avancer, comme elle l'a fait sous plus d'un rapport, dans la voie du progrès.

La chambre nous pardonnera, sans doute, cette digression. A vrai dire, elle se rattache naturellement à notre sujet; et, d'ailleurs, par cela seul que la Corse est actuellement le plus faible de nos départements, nous nous sommes crus obligés d'invoquer plus hautement à son aide la protection, la générosité du gouvernement et de la chambre.

Votre commission, Messieurs, vous propose à l'unanimité l'adoption du projet de loi.

Une ordonnance royale du 31 mars et insérée dans le *Moniteur*, prescrit l'organisation de l'Ecole de Corte, sous la dénomination d'Ecole Paoli. Nous transcrivons en entier cette ordonnance dans notre prochain numéro.

TRAVAUX DES MAIRES PENDANT LE MOIS D'AVRIL.

Bacs et Bateaux. — Dans le courant du mois d'avril, MM. les maires, commis par le préfet et le sous-préfet, doivent assister les ingénieurs des ponts et chaussées dans les visites annuelles que ceux-ci, aux termes de l'art. 34 de la loi du 6 frimaire an VII (25 novembre 1798), ont à faire des bacs, bateaux et autres objets dépendants de leur service, afin de juger s'ils sont régulièrement entretenus.

Les maires devront, même d'office, s'il est à leur connaissance qu'un bac ou bateau soit en mauvais état et présente des dangers pour la sécurité publique, se transporter sur les lieux, accompagnés d'un charpentier, pour en faire l'inspection; et après avoir signifié au propriétaire les réparations à effectuer, lui défendre de faire usage de son bateau jusqu'à ce que les réparations indiquées aient eu lieu.

Bureaux de charité et hospices. — *Règlement des budgets.* — Les communes pouvant avoir à suppléer à l'insuffisance des revenus affectés aux besoins des hospices, des bureaux de charité, des collèges communaux, et même des fabriques, les budgets de ces établissements doivent être mis par les maires sous les yeux des conseils municipaux comme éléments justificatifs de leurs besoins et des sommes qu'il peut être nécessaire de leur

plus grands de ses enfants: l'acte injuste et impolitique de 1811, source d'événements funestes, de divisions et de tiraillements continus. En réunissant les deux départements de la Corse, l'Empereur concentra toute l'action du gouvernement dans sa ville natale. Malheureusement, l'histoire, d'accord avec la nature des lieux, est là, pour déposer que les cantons qui l'environnent n'ont jamais été les plus peuplés, ni les plus productifs de l'île. (Note du rédacteur.)

allouer dans les budgets communaux qui s'arrêteront dans la session du mois de mai, c'est-à-dire dans les budgets des communes dont le revenu ne s'élève pas à 10,000 fr.

En conséquence, les commissions administratives de ces établissements doivent se réunir dans les premiers jours du mois d'avril pour recevoir les comptes d'administration et les comptes des receveurs, rendus sur la gestion de l'année précédente, et pour délibérer sur le budget de l'exercice suivant.

Les maires, en leur qualité de présidents-nés des commissions administratives des hospices, des bureaux de charité et des bureaux chargés de recevoir le compte des dépenses des collèges communaux, doivent convoquer ces commissions et bureaux pour le jour déterminé par MM. les préfets.

Quand à ceux de ces établissements auxquels les communes ne fournissent pas la subvention, le budget des recettes et dépenses à effectuer pour chaque exercice est délibéré dans leur session annuelle du mois d'octobre. (Instruction du ministre des finances, du 15 décembre 1836.)

Conseils municipaux. — *Convocation.* — Dès que l'époque de la seconde session ordinaire des conseils municipaux, qui doit avoir lieu dans les premiers jours du mois de mai, aura été déterminée par MM. les préfets, les maires convoqueront, à domicile et par lettres closes, les membres de ces conseils, en leur rappelant que le conseiller qui a manqué à trois sessions consécutives, sans excuses reconnues légitimes, peut être déclaré démissionnaire par le préfet.

Cultes. — *Fabriques.* — La seconde session ordinaire des conseils de fabrique aura lieu le 26 avril, dimanche de *Quasimodo*.

Les maires des communes, chefs-lieux de cure ou de succursale, en sont membres de droit et y ont voix délibérative. Ils doivent y assister et peuvent s'y faire remplacer par un de leurs adjoints.

Déclarations de successions. — *États des décès.* — MM. les maires doivent, dans le courant du mois d'avril, transmettre au receveur de l'enregistrement de leur canton, le relevé par eux certifié, de tous les décès survenus dans leur commune pendant le mois de janvier, février et mars. (Loi du 22 frimaire an VII, 12 décembre 1798, art. 45.)

Enfants trouvés. — *Certificats de vie.* — Les maires doivent adresser, dans les premiers jours d'avril, pour le trimestre écoulé, les certificats de vie et de situation des enfants trouvés et abandonnés, placés en nourrice dans leur commune.

Répertoire. — *Visa.* — Dans les dix premiers jours du mois d'avril, les maires sont tenus de faire viser, par le receveur de l'enregistrement, le répertoire des actes que la loi soumet à la formalité de l'enregistrement sur minute. La présentation au visa doit être faite, lors même qu'il n'y aurait eu lieu à l'inscription d'aucun acte pendant le trimestre écoulé.

— M. le ministre de la marine a ordonné au brick la canonnière la *Malouine*, de se rendre à Barcelonne. Ce bâtiment, sous les ordres de M. Edouard Penaud, lieutenant de vaisseau, a quitté le port de Toulon dans la nuit du 1^{er} au 2 avril pour se rendre à sa destination.

En toutes choses, dit Montaigne, il faut choisir non pas le plus savant, mais le mieux savant. *Vita longa ars brevis*, et en médecine surtout il faut toujours s'adresser aux hommes qui s'adonnent

spécialement à une des branches de l'art de guérir, car ils y acquièrent, par la pratique, un degré de perfection qu'on chercherait vainement chez les autres; c'est sous ce point de vue que nous recommandons la méthode du docteur GIRAudeau, pour la guérison des DARTRES et des MALADIES CHRONIQUES. (Voir aux annonces.)

PARIS.

— L'ordre vient d'être donné dans l'armée d'envoyer en congé tous les sous-officiers et soldats de la classe de 1830. Ces hommes se mettront en route pour leurs foyers aussitôt après la rentrée au corps des hommes actuellement en semestre.

— L'instruction relative à la fabrique clandestine des poudres se continue avec activité.

— La cour d'assises de la Corrèze vient de condamner à cinq ans de travaux forcés, à la surveillance et à l'exposition, le nommé Simonot, agent subalterne de remplacements militaires, comme coupable de faux en matière de recrutement. Ce crime consistait dans l'usage de faux certificats pour faire admettre deux remplaçants dans le conseil de révision de la Creuse.

— Divers journaux ont annoncé que la succession de Mme. Lætitia Bonaparte s'élevait à 2 millions de piastres ou 10 millions de francs. Nous pouvons assurer que cette succession ne va pas au-delà de 2 millions de francs partageables entre six héritiers. (Gazette des Tribunaux.)

— Le fameux article secret du traité d'Unkiar-Skelessi a tant intrigué les politiques, que nous croyons devoir leur en soumettre le texte officiel tel que lord Palmerston l'a déposé sur le bureau du parlement anglais, avec la copie du traité auquel il est annexé :

« En vertu d'une des clauses de l'article 1^{er} du traité patent d'alliance définitive conclue entre la cour impériale de Russie et la Sublime-Porte, les deux hautes parties contractantes sont tenues de prêter assistance mutuelle et de coopérer de la manière la plus efficace à la garantie et à la sûreté de leurs possessions respectives. Néanmoins S. M. l'empereur de toutes les Russies, désirant épargner à la Sublime-Porte les dépenses et embarras qui résulteraient pour elle de cette obligation de lui fournir des secours effectifs, n'exigera point ces secours, le cas échéant, et la Porte, conformément au principe de réciprocité établi par le traité patent, bornera son action en faveur de la cour impériale de Russie à la fermeture du détroit des Dardanelles, c'est-à-dire qu'elle ne permettra à aucun vaisseau de guerre étranger d'entrer dans le détroit sous un prétexte quelconque. »

— M. le docteur Bowring, membre du Parlement et commissaire du gouvernement britannique, est arrivé depuis quelques jours à Paris, accompagné de M. Paingle, capitaine du génie, et du banquier M. Thomas, dans le but de proposer la construction de chemins de fer entre Paris, Londres et Bruxelles, et de discuter les moyens propres à exécuter cette immense entreprise. M. Bowring a eu, à ce sujet, une entrevue avec M. Thiers. La ligne de Douvres à Londres est déjà tracée, et dès avant la conclusion du projet actuel, on s'était préparé à joindre Paris avec Bruxelles. D'après des calculs qui viennent d'être faits, on pourra se rendre de Paris à Londres en treize heures et demie, et de Londres à Bruxelles en onze heures et demie.

— On écrit de Marey-sur-Tille :

« Nous avons dans notre commune un exemple de longévité bien rare, surtout dans la même famille. M. Masson, ancien curé d'Avot, a trois sœurs et un frère, et tous les cinq sont octogénaires. M. Masson a 88 ans, sa sœur cadette 86 et demi, la deuxième 84, la troisième 82, et son frère 80. Le total des années qu'ils réunissent à eux cinq est de 410 et demi. »

— Un journal de New-York annonce que Joice Heth, qu'on dit avoir été la nourrice de George Washington, vient de mourir à l'âge de 162 ans.

— On écrit de Grisons (Suisse) :

« Le 27 février, il tomba sur les Alpes rhétiques une prodigieuse quantité de neige. Le même soir, dans le voisinage de Poschiavo, une avalanche a tué cinq personnes, dont l'une est père de six enfants, l'autre de cinq; trois de ces victimes sont frères. Après trois jours de travail, on n'en a trouvé qu'une. Le même jour, une avalanche tomba de l'autre côté du Splügen; 38 traîneaux se trouvaient sur la route; il périt cinq hommes et sept chevaux; les autres n'échappèrent qu'avec peine. On craint qu'une troisième avalanche n'ait couvert le petit village de Gimola dans la Valteline, et que 70 à 80 personnes n'y aient trouvés la mort. »

— L'immense quantité de neige tombée aux environs de Milan à la fin de février, a causé les plus graves accidents; plusieurs avalanches ont comblé la route de la Spluga, et l'ont rendue impraticable; cinq voyageurs ont péri. Une avalanche, qui s'est précipitée sur le village nommé Casa di Sopra, district de Morbegno, a englouti 20 habitations dans les quelles 90 habitants ont été tués ou blessés. De pareils malheurs ont eu lieu à Costa di Serina, province de Bergame, et à Gironico, province de Como. On ne sait pas au juste les pertes qu'on a à déplorer, mais on a déjà retiré quelques infortunés de dessous les neiges, et les travaux continuent. (Gazette de Milan.)

— On lit dans l'*Ami de la Charte* :

Le monde savant et commercial aura bientôt un vaste et intéressant sujet d'occupation; il est sérieusement question de joindre par un canal l'Atlantique à la mer du Sud. Le major Biddle, officier au service des Etats-Unis, avait été chargé par son gouvernement d'étudier les moyens de réaliser cette idée; le commandant R. Owen, au service du roi d'Angleterre, explore en ce moment le lac de Nicaragua et la rivière Saint-Jean, et le capitaine Beechy achève de visiter les côtes de l'Amérique centrale sur la mer Pacifique. Le lac Nicaragua paraît être le plus avantageux pour déterminer la ligne de jonction.

Le gouvernement anglais s'occupe en même temps, comme les journaux nous en ont récemment informés, d'un chemin de fer qui fera communiquer l'Euphrate et le golfe Persique avec la Méditerranée.

Si cette double entreprise parvient à s'exécuter, le commerce transmaritime prendra sa principale direction à travers l'isthme de Panama, le grand Océan et la Méditerranée; les marchandises circuleront autour du globe dans la direction du tropique, et la périlleuse navigation qui consiste à doubler tantôt le cap Horn, tantôt le cap de Bonne-Espérance, sera à peu près abandonnée.

Les changements qui en résulteraient pour les intérêts positifs de tous les peuples, les progrès qu'en recevrait la civilisation, sont immenses et incalculables; mais il est fort douteux que ces spéculations attirent l'attention des gens du monde.

de. Elles ont le malheur de les toucher de trop près : parlez-leur des habitants de la lune, si vous voulez qu'ils vous écoutent.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

TURQUIE.

On parle de fortifier la capitale du côté de terre et de mettre sur un pied de défense les châteaux du Bosphore et des Dardanelles.

(*Mercur de Souabe.*)

ESPAGNE.

Le 23, des troubles ont eu lieu à Saragosse, par suite du jugement des trois carlistes qui avaient été condamnés à la déportation. Le peuple n'a pas trouvé ce jugement assez rigoureux; l'autorité a été forcée de le faire reviser; les trois carlistes ont été condamnés à mort et exécutés le 26.

Les juges ont refusé de signer l'ordre de l'exécution. Telles sont les atrocités auxquelles aboutissent journellement, en Espagne, tous les troubles.

CRACOVIE.

Les Prussiens ont fait aujourd'hui, 1^{er} mars, leur entrée. Ce n'est que pour la forme et pour marquer l'union des trois puissances dans les mesures prises à l'égard de la ville; ils se retireront demain. Les Autrichiens feront, à ce qu'il paraît, un long séjour; ils ont amené leurs femmes et leurs enfants et sont encombrés de bagages.

OCCUPATION DE CRACOVIE.

Les feuilles allemandes continuent leurs commentaires sur l'occupation de Cracovie.

On lit dans la Gazette d'Augsbourg :

« L'occupation de Cracovie est une réponse énergique aux déclamations de la tribune française sur les affaires de Pologne, et en même temps une amère censure de ses discours. C'est la réponse de Léonidas au roi Xerxès : *Viens les prendre.* Lorsqu'on passe en revue l'histoire française depuis six ans, on ne peut s'empêcher de remarquer que la liberté de la parole est devenue autorisation de faire des phrases plus sonores que significatives; elle a dégénéré en abus de la polémique parlementaire et l'on s'est habitué à se payer de mots vagues au lieu de s'attacher aux événements. On traitera l'occupation de Cracovie comme on a traité toutes les affaires importantes : on boudera, puis tout sera dit. Tel est le caractère puéril de certaine partie de la nation française; si le peuple avait quelque velléité de faire des démonstrations sur les bords du Rhin, on verrait ce qui arriverait. Si les Français se souvenaient encore qu'ils ont été les maîtres du Rhin, il est aussi des milliers d'Allemands qui n'ont pas oublié les Vosges. La bataille de Rosbach a laissé des souvenirs aussi vivants que celle d'Iéna. Le brusque retour de M. Bresson, se rattache, dit-on, à l'occupation de Cracovie. »

Le Gérant N. TARTAROLI.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 7 au 12 avril.

MARSEILLE, hombarde Saint-Charles, cap. Benigni, avec marchandises diverses.

ALERIA, hombarde Saint-Antoine, cap. Bagliani, avec écorce.

ALERIA, mistiek Conception, cap. Loquente, avec écorce.

MARSEILLE, bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota, avec nuéraire.

ALERIA, tartane Annonciation, capit. Guasco, avec écorce.

AJACCIO, brick-goelette Assomption, c. Benigoi, avec blé.

LIVOURNE, mistiek Conception, c. Cardella, avec diverses marchandises.

LIVOURNE, hombarde Saint-Jean, cap. Lamberti, avec diverses marchandises.

MARSEILLE, brick-goelette Antoinette, c. Mattei, avec diverses marchandises.

TOULON, bateau à vapeur le Golo, capit. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.

PORTO-VECCHIO, gondole Annonciation, capit. Zaria, avec blé.

PROPRIANO, gondole Lovina, capitaine Thiers, avec blé.

LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota, avec nuéraire et autres.

DÉPARTS

Du 7 au 12 avril.

Pour LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, capit. Lota.

CAP-CORSE, six gondoles.

ANNONCES ET AVIS.

SIROP DE POINTES D'ASPERGES.

Ce sirop qui joint éminemment la propriété sédatrice du cœur et qui a été connu depuis quelque temps sous le nom de Sirop de Johnson; vient d'être obtenu par des procédés tout à fait satisfaisants. Se trouve à la pharmacie Pomonti, aux Terrasses, à Bastia.

Consultations gratuites par correspondance,

POUR LA GUÉRISON

DES DARTRES

ET DES MALADIES CHRONIQUES REBELLES.

Provenant de l'écoulement des humeurs, en détruisant leur principe et en régénérant la masse du sang; par M. GIRAUDAU, docteur-médecin de la faculté de Paris, ancien élève de l'école pratique, hôpital et hospices civils de Paris, et membre de plusieurs sociétés savantes. La méthode du docteur est prompt, peu dispendieuse et très facile à suivre.

Rue Richer, N° 6 bis, à Paris.

MALADIES CHRONIQUES.

Ce traitement convient pour la guérison de tous les symptômes produits ou entretenus par la BILE, les GLAIRES ou l'ACRÉTÉ du SANG et des HUMEURS, telles que les darts, gales anciennes, teignes, boutons, ulcères, écoulements, fleurs blanches, maladies litéuses, coups de sang, asthme, goutte, rhumatismes, pulmonie, coliques chroniques, hydropisie, catarrhes de vessie, gravelle, gastrites, etc.

Le docteur donne des consultations gratuites par correspondance. Il suffit d'indiquer les détails de la maladie, l'âge, la profession et le tempérament du consultant, ainsi que les traitements qu'il a suivis.

Ulcers dartreux, par infection héréditaire. — Guéris en trois mois.

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CORSE.

On devra s'adresser avec toute confiance aux pharmaciens suivants, seuls en correspondance avec l'auteur. Ils délivrent gratis une brochure avec gravures, intitulée : *Description et traitement des darts et maladies chroniques* indiquées dans cet article.

A Marseille, chez M. Thumio, pharmacien, rue de Rome, n° 45; à Toulon, chez M. Méric, pharmacien.

On délivre gratis chez les mêmes pharmaciens le traité du Kaffa, on conseils hygiéniques sur l'art de prolonger la vie, la jeunesse et la santé.

Bastia. De l'imprimerie de César PARIANT.

AVIS AU PUBLIC.

Madame V^e Lesur, dite Fourcy, prévient le public qu'elle vient d'établir une maison de bains qui sera ouverte le 18 avril courant. Ce bel établissement est situé place St-Nicolas. Les bains sont au premier étage, d'où l'on a une vue superbe, d'un côté sur la mer et de l'autre sur la campagne. On n'a rien négligé pour que les cabinets soient ornés avec goût, propreté et décence.

Tout le linge est beau et entièrement neuf. Mme. Lesur désirant obtenir les suffrages du public a mis ses bains à un prix très modéré. Pour la commodité des personnes abonnées, les billets auront toujours cours :

Un bain avec deux serviettes et un peignoir F. 1 00 c.
Abonnement de douze billets. 9 00 c.
Idem de six. 5 00 c.
Chaque serviette en plus se paie. 0 10 c.
Un fond de bain. 0 20 c.
Les bains seront toujours lavés et nettoyés avant de les remplir et en les vidant. Mais, outre cela, les personnes pourront exiger qu'on les nettoie devant elles.

On sera servi avec zèle et promptitude. Mme. Lesur espère que les personnes qui l'honoreraient de leur confiance et de leur estime lorsqu'elle tenait son ancien établissement, voudront bien les lui continuer encore, leur promettant aujourd'hui comme autrefois de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour les mériter.

Le docteur a des correspondants dans toutes les villes de France et de l'étranger, auxquels on pourra s'adresser pour renseignements.

RAPPORT DES JOURNAUX.

Ce traitement rationnel, en harmonie avec les progrès de la médecine et de la pharmacie, ne doit pas être confondu avec certains palliatifs offerts à la crédulité du public. Il est consolant de voir que les fléaux les plus terribles du genre humain, les maladies les plus hideuses et les plus opiniâtres, et qu'on croyait incurables il y a encore peu d'années, sont aujourd'hui radicalement guéries par la méthode végétale que nous annonçons. Les éloges de tous les journaux, les remerciements et les félicitations de tous les malades qu'il a sauvés par son désintéressement, sont la plus douce récompense de l'auteur, et sont un sûr garant qu'il a bien mérité de la science et de l'humanité.

qui y est d'une qualité parfaite, et que la Corse produisait autrefois en si grande quantité qu'elle en payait un tribut de deux cent mille herres aux Romains. Ainsi, pour ce qui concerne le projet de loi en discussion, je cherche en vain au nombre des routes qui y sont mentionnées la plus importante de toutes, celle de Bastia à Bonifacio, qui traverse, en ligne droite, la partie la plus fertile de l'île et s'étend dans une plaine continue, qui formait jadis l'ancienne voie romaine et réunissait les deux riches colonies de Mariana et d'Aleria, qui rattache à Bastia, ville de 14,000 âmes, le golfe de Porto-Vecchio, l'un des plus spacieux et des mieux abrités de la Méditerranée, et le seul que l'on rencontre sur cette mer depuis Livourne jusqu'à Naples. Cette route devant parcourir, comme je viens de le faire remarquer, un pays presque toujours uni et de la plus grande fertilité, ne coûterait pas la cinquième partie des routes projetées et produirait des résultats n plus avantageux. Quant à moi, son importance m'est tellement démontrée, que n'eût-elle qu'une très-faible somme à dépenser pour la Corse, je crois qu'on ne pourrait mieux l'employer qu'en la consacrant toute entière à l'ouverture de cette route. Cependant, ai-je dit, et malgré tous ces avantages, elle n'est point comprise dans le projet de loi.

On répond, je le sais, que les formalités prescrites par l'art. 3 de la loi du 7 juillet 1833 n'ont pas été remplies pour la création de cette route. Cela s'explique en ce qu'on a long-temps fait croire au conseil-général qu'on ne pouvait déclarer routes royales que celles qui aboutissaient au chef-lieu. M. le ministre du commerce et des travaux publics réparer, je n'en doute pas, cette singulière erreur. Je lui consulte tous ceux qui ont fait une étude approfondie de l'état et des besoins de la Corse, et tous lui tiendront le même langage.

Le classement des routes de la Corse est une mesure juste et convenable; mais si ce n'était qu'une pure formalité, elle ne mériterait pas l'intervention du législateur et l'emploi de vos moments. Ce n'est qu'autant qu'elle pourra se résoudre en résultats utiles qu'il nous sera permis de l'apprécier. Posséder des routes royales qu'un moulet ne pourrait pas traverser sans danger, est un avantage auquel on ne peut être que médiocrement sensible. Or, des cinq routes comprises dans le projet de loi, il y en a deux qui sont absolument dans ce cas. On n'y a consacré jusqu'à présent que des sommes insignifiantes. La route de Sagone à Aitone ne peut être considérée que comme une route forestière; il serait impossible à une voiture chargée de la remonter. Restent les deux routes de Bastia à Ajaccio, de Bastia à St-Floris, formant ensemble une étendue de trente-six lieues, qui se trouvent dans un état plus satisfaisant, mais qui ne peuvent être parcourues dans toute leur étendue, tant à cause des nombreuses lacunes qui s'y trouvent, que du mauvais état de la route à leurs traces. On a essayé vainement d'établir une petite diligence entre Bastia et Ajaccio; mais il a fallu y renoncer par l'avis même de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, qui a déclaré cette entreprise inexécutable tant que les défauts de la route ne seraient pas corrigés.

Ainsi, Messieurs, un département qui est, en superficie, la cinquième partie de la France, ne compte point encore dans son sein une seule route carrossable; un département qui, depuis soixante-six ans, fait partie intégrante de la nation la plus puissante de l'univers, est encore privée de cette condition essentielle de tout pro-

grès! Que l'on parcourt l'Europe antérieure, le pays le plus arriéré dans les arts de la civilisation, c'est un département français, c'est la Corse!

Il n'y a pas encore un siècle, on était frappé du même spectacle dans un pays également inculte et désert, également désolé par les discordes intestines et les haines héréditaires, qui paraissent également rebelles au progrès matériel et moral : ce pays est aujourd'hui un des plus avancés de la civilisation européenne, son agriculture est prospère, son commerce est florissant, et il offre l'image de la vie la plus parfaite peut-être qu'il soit donné à l'homme d'atteindre. Chacun de vous, Messieurs, a compris que je voulais parler de l'Ecosse, de ce pays de Waverley, dont la ressemblance avec la Corse était sur tant de points si frappante. Cette heureuse révolution s'est opérée en moins d'un siècle, c'est-à-dire qu'elle a commencé peu d'années avant l'époque de la réunion de la Corse à la France. Et comment ce rapide changement a-t-il pu se faire? C'est qu'il a suffi d'un gouvernement éclairé et d'une idée féconde pour changer la face de tout un peuple. C'est que le gouvernement anglais a éminemment possédé le génie de la civilisation. L'état prospère de toutes ses possessions est la preuve. L'Irlande seule témoignerait le contraire, si on ne savait que l'humiliation de cette île a pris sa source dans la constitution même de la Grande-Bretagne, à tel point que ce n'est qu'au prix du renversement ou du moins de la modification de cette constitution que l'Irlande obtient aujourd'hui son émancipation et l'assurance d'un meilleur avenir.

Grâce au Ciel, rien de pareil ne sépare la Corse de la France. La Corse, c'est nous, disait-il y a déjà plusieurs années, l'honorable président de cette chambre, et jamais mot plus vrai n'a retenti dans cette enceinte. La Corse a renoncé volontiers à son indépendance pour s'unir à la grande nation française, et à sa conquête son droit de cité dans la nouvelle patrie en arrosant de son sang tous ses champs de bataille. Les malheurs de cette île ont voulu, il est vrai, que ce fût celui de tous les départements français qui versât la part la plus petite au budget de l'Etat; mais il est un autre contribution, celle du sang qui se répand pour la patrie, dont il faut aussi tenir compte, et j'ose avancer que, sous ce rapport, peu d'autres départements ont été plus prodigues.

Et il ne faut pas croire que ses affections pour la France ne datent que du siècle dernier. Déjà au 16^e siècle, sous le règne de Henri II, la Corse avait été au-devant des vœux de ce prince qui avait reconnu l'importance de sa possession, et qui, après l'avoir occupée pendant plusieurs années, la sacrifia à la jalousie des puissances rivales, qui lui imposèrent cette condition à la paix de Cateau-Cambrésis. Il y a une opinion assez généralement répandue qui place la Corse au rang des peuples italiens; c'est une erreur. L'histoire est là pour prouver que la Corse s'est toujours refusée à faire partie de l'Italie, qu'elle a toujours été avec eux dans une guerre continuelle, tandis qu'elle n'a fait deux fois le sacrifice de son indépendance et de son individualité pour être incorporée à la France. Et si elle a combattu les armées françaises, c'est que celles-ci s'étaient annoncées avec l'intention de mettre la Corse sous le pouvoir des Génois. Enfin, ce qui a rattaché d'une manière indissoluble les destinées de cette île à celles de la France, tout le monde le sait, c'est l'homme qui est sorti de son sein.

Mais il ne faut pas que cette union soit stérile, et que la patrie de Napoléon, toute française par le cœur, reste étrangère à la France par ce qui fait le honneur des peuples, les mœurs et les arts de la civilisation. Napoléon, qui a tant fait pour la France, n'a rien fait pour son pays natal. Il a par cet oubli, laissé une dette sacrée, que la générosité française doit être jalouse d'acquitter. La Corse serait-elle dans l'impossibilité de rendre les avances qui lui seraient faites, il y aurait toujours une noble tâche à remplir envers un peuple que distinguent de si grandes qualités, mais dont l'état social dans l'intérieur de l'île, il faut le dire, n'est pas celui de la France au 19^e siècle. C'est pourquoi, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire dans une autre circonstance, de travailler à son amélioration morale par son amélioration matérielle, car l'une est toujours la conséquence de l'autre. J'ai hâte toutefois de le répéter pour ceux dont l'esprit positif serait moins préoccupé d'idées philanthropiques que d'avantage matériels, la Corse est en position de rendre avec usure l'argent qui aura été employé à son amélioration, et je ne conçois pas, en vérité, l'aveuglement qui a fait jusqu'ici oublier presque complètement ce pays. Il y a des étoiles bonnes et mauvaises. Placée dans la plus belle partie de la Méditerranée, jouissant d'un climat plus doux que celui d'aucun autre département, la Corse produit précisément ce qui manque à la France, et ce qu'elle est obligée de faire venir à grand frais de l'étranger. Je veux passer sous silence les denrées coloniales, quoiqu'il ait été prouvé par des essais suivis de succès, que la température et le sol de la Corse leur sont propices. Je ne parlerai que des productions indigènes, de l'olivier, du mûrier, du citronnier, qui y prospèrent partout, et qui n'y sont soumis à aucun des dangers qui en rendent la culture si chancelante dans nos départements les plus méridionaux. Quoique la culture de l'olivier n'ait pris une certaine extension que dans une petite partie de son territoire, la Corse enverra cette année à Marseille pour plus de six millions de ses huiles. Que l'on juge de la prospérité à laquelle elle serait appelée, si cette seule branche d'industrie agricole prenait le développement dont elle est susceptible. Veut-on un autre exemple qui prouve la richesse de ce pays, et le peu de cas qu'on en a fait jusqu'ici, qui prouve qu'il est encore nouveau pour la France, et comme s'il avait été tout récemment découvert? La Corse possède 22,000 hectares de forêts royales, sans compter les forêts qui appartiennent aux communes et aux particuliers, et l'on peut dire qu'on ne trouve nulle part en Europe une plus magnifique végétation. Seules, elles suffiraient à l'approvisionnement de notre marine, et pourraient fournir le combustible aux plus vastes exploitations. Voulez-vous savoir, Messieurs, ce que le gouvernement retire de ces forêts? cinq ou six mille francs par an environ, tandis qu'il en dépense cinq ou six fois autant pour frais d'administration.

A côté de faits aussi frappants, toute autre considération serait superflue. Il est bien démontré que ce n'est pas la matière première qui manque en Corse, c'est le moyen de la mettre en œuvre, et ce moyen consiste dans les voies de communication. Il y aurait bien d'autres travaux importants à faire, tels que le dessèchement des marais qui rendent ces belles plaines insalubres; mais nous nous reposons de ce soin sur l'activité des entreprises particulières, qui y trouveront d'amples dédommagements de leurs avances. Ce que nous demandons au gouvernement, ce sont les premiers éléments de toute civilisation, ce sont les routes. Si le département dispose des ressources suffisantes pour se livrer lui-même à ces

peu à peu son adversaire et de détacher de sa cause le plus possible de tribus; il fait des fréquentes sorties, et chaque fois ramène quelque nouveau Cheick qu'il attache à sa fortune par d'adroites promesses; déjà à plus de 15 lieues on reconnaît son autorité.

Mais la puissante tribu de Rann-Dja-Taân avait refusé de se rendre; éloignée de plus de 20 lieues, à l'abri d'un coup de main par la disposition du terrain, elle répondit aux envoyés de Jusuf qu'elle ne se soumettait pas et qu'elle l'écraserait quand il serait assez imprudent pour venir jusqu'à elle.

Rendus à Bone, ils rendent compte de leur mission. Jusuf fait aussitôt monter à cheval toute sa troupe, et à la tête de mille Spahis se met en marche pour surprendre ses ennemis. La nuit était très-sombre, la pluie amortissait le bruit des pas des chevaux et ils arrivent quelques instants avant le jour tout près de la tribu sans avoir été encore aperçus. Un mamelon les déroba à la vue des Bedouins; ils attendirent aussi le jour, puis, tout-à-coup, débouchèrent un ravin et fondirent sur les Douaires.

Les Bedouins venaient de fuir dans les montagnes, le hennissement des chevaux les avait avertis du voisinage de l'ennemi. Un parti de cavaliers seulement disputa le terrain quelques minutes, mais il se replia bientôt dans les montagnes; alors cavaliers et fantassins tirèrent pendant près de 3 lieues: on coupa environ 20 têtes, car, suivant l'usage des Turcs, Jusuf avait promis 15 fr. pour chaque tête. De son côté il n'eut qu'un seul homme de blessé. Le Cheick qui, avec ses cavaliers, avait opposé quelque résistance, continuait à charger; puis, voyant qu'il ne pouvait tenir tête, il fit un signal et put s'approcher: conduit auprès du bey, il le salua profondément; Allah s'est déclaré pour toi, je viens me rendre; et moi, dit Jusuf, je vais te faire couper la tête. Allah est grand! fit-il, mais comme l'intention du bey était de l'effrayer; il passa un traité avec lui, et le garda jusqu'à ce qu'il eût passé les gorges ou sa troupe eût pu être écrasée par les Bedouins. Il lui fit jurer l'exécution de sa parole sur le Koran et le congédia. Mais rien de ce qui fut pillé ne fut rendu; on ramena 700 bœufs et nombre de chevaux et de mulets; c'est un grand avantage que le nouveau bey vient d'obtenir; cet acte de témérité a rempli d'une frayeur salutaire toutes les tribus qui nous séparent de Constantin, et chaque jour de nouveaux Cheiks viennent faire leur soumission.

Aujourd'hui, 3 avril, toutes les troupes sortent; on va établir un camp à Sisy-Den-Den (7 lieues de Bone), déjà il sera plus facile à Jusuf de faire des excursions sur le territoire de Constantin. Son intention est d'établir un peu plus tard un camp à Scoura, ville romaine dont il ne reste plus que des ruines, alors la guerre sera plus active avec Achmet-Bey.

Jusuf annonce ouvertement qu'au 15 mai il sera à Constantin.

(Sémaphore de Marseille.)

PARIS.

On lit dans le Journal de Paris:

« Le gouvernement ayant été averti que l'évêque de Léon devait traverser la France pour se rendre, sous un nom supposé, auprès de don Carlos, des ordres ont été donnés sur les divers points du territoire, et on vient de recevoir la nouvelle qu'il avait été arrêté aux environs de Bordeaux.

« Il paraît, en effet, qu'après avoir long-temps intrigué à Londres et à La Haye, ce prêtre turbulent se disposait à pénétrer en Navarre afin de prendre part aux délibérations du conseil dont il est le chef nominal. L'évêque de Léon a cherché, dit-on, sans succès à traverser la France dans son plus grand diamètre, et l'on assure qu'il avait suivi l'itinéraire de son maître sans même éviter Paris.

— Une lettre insérée dans le *Constitutionnel* annonce que l'exaspération en Grèce est à son comble contre M. d'Armensperg, et qu'une lutte entre les nationaux et les Bavares devient de jour en jour plus imminente.

L'Angleterre protège M. d'Armensperg, parce qu'elle redoute le parti national dont toutes les sympathies sont en faveur de la France. L'Angleterre voit avec défiance tout ce qui peut accroître notre influence dans la Méditerranée, et elle préfère seconder les vues de la Russie en Grèce, plutôt que de souffrir que le parti de nos amis arrive aux affaires.

La France, en garantissant l'emprunt grec, n'a pas entendu élever un trône bavares dévoué aux intérêts de la Russie. Elle n'a pas voulu mettre la Grèce en tutelle sous un ministre bavares. Les affaires de ce pays nous paraissent mériter l'attention de la chambre. Elle devrait saisir la première occasion d'interpeller M. le ministre des affaires étrangères sur ce qui a été fait depuis la dissolution de la régence, pour maintenir dans toute son intégrité l'influence de la France en Grèce.

— On annonce comme décidé le remplacement de M. Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie à Londres par M. de Nesselrode, ministre des affaires étrangères à St.-Petersbourg. Ce dernier serait à son tour remplacé par M. de Tatischeff, ambassadeur à Vienne.

— Mme. George Sand, auteur de *Valentin et Indiana* de *Lélia* et de plusieurs autres romans, vient d'hériter de 25,000 francs de rentes.

— Le duc de Bassano s'occupe activement de la rédaction de ses mémoires qui vont être publiés très-incassablement; il paraît qu'il y traite très-sévèrement Fouché et le prince de Talleyrand.

— On lit dans la *Gazette d'Ausbourg*: A Venise, le choléra a éclaté de nouveau; et pris très vite un grand développement. De même ce fleau se déclare de nouveau dans d'autres parties de l'Italie.

— Le *Moniteur* de ce jour publie les Etats comparatifs des recettes des trois premiers mois de l'exercice 1836 avec celles des trois premiers mois des exercices 1834 et 1835. Il résulte de ces tableaux que les recettes des trois premiers mois de 1836 présentent une augmentation de 11 millions 543,000 fr. sur celles des trois premiers mois de 1834, et une augmentation de 4 millions 867,000 fr. sur celles des trois premiers mois de 1835.

— La *Gazette* annonce que cinquante-six propositions de l'abbé de La Mennais viennent d'être condamnées par deux archevêques et onze évêques, et que cette censure épiscopale a été approuvée par le Pape.

— On mande de Toulon, le 12 avril:

« Une dépêche télégraphique du 11 avril prescrit à l'amiral-préfet de disposer le vaisseau de go, le *Suffren*, arrivé du Levant il y a seulement trois jours, à tenir la mer pour une mission lointaine.

« Le vaisseau le *Trident* a commencé à embarquer des vivres de campagne, et on croit qu'il ne

tardera pas à aller en grande rade et se mettre aux ordres du télégraphe pour une campagne.

« La frégate de premier rang, l'*Uphigénie*, commandée par M. le cap. de vaisseau Parseval-Deschênes, a terminé tous ses préparatifs pour recevoir le prince de Joinville, qu'on attend vers le 16 de ce mois à Toulon. L'installation de cette frégate est fort belle, et fait honneur à l'officier qui l'a faite. Les appartements du prince sont richement décorés. C'est le brick le *Volage* qui doit servir de mouche à l'*Uphigénie*. Ce bâtiment que commande M. Lugeat, lieutenant de vaisseau est un des mieux tenus de la rade.

« L'enquête, commencée pour l'incendie du vaisseau le *Tréado*, se poursuit toujours, et déjà plusieurs séances ont eu lieu. On ne sait rien de ce qui s'y est passé.

« Le vaisseau de 100 canons, l'*Hercule*, est prêt. On attend la solennité du 1^{er} mai, jour de la fête du Roi, pour le lancer à la mer.

— Il s'est passé à Dublin, dans la nuit du 7 au 8 avril, un événement qui a fait une assez grande sensation dans la presse anglaise, et auquel on attribue généralement une certaine portée politique. La statue équestre de Guillaume III, élevée en commémoration de la révolution de 1688 et des victoires de ce prince sur les catholiques irlandais et le Roi Jacques II, a sauté en l'air vers minuit, par l'effet d'une charge considérable de poudre introduite dans le corps du cheval, il n'y a eu personne de blessé par l'explosion.

S'il était vrai que la politique ne fût pas étrangère à cet événement, on pourrait effectivement le rattacher à cet immense mouvement de réaction en faveur des catholiques irlandais, qui efface tous les jours les dernières traces du régime oppressif dont l'Irlande catholique a si long-temps souffert.

(Journal des Débats.)

— On commence à parler d'un congrès européen où seraient spécialement traitées les affaires d'Espagne. La Prusse, l'Autriche, la France et l'Angleterre sont unanimes, dit-on, sur la nécessité de mettre un terme aux horreurs qui ensanglantent le Nord de la Péninsule. Quant à la Russie, au cas où elle ne voudrait pas donner son accession à cette grande réunion diplomatique, on saurait, au besoin, se passer de son consentement. En ce moment, l'affaire se traite à Berlin.

— Le gouvernement français vient, dit-on, de notifier à don Carlos que d'énergiques représailles seraient exercées sur lui et sur les siens, s'il continuait ses atrocités. Cette notification a été motivée par les horribles assassinats dont quelques officiers et soldats de notre légion étrangère ont été victimes par suite des ordres de don Carlos.

— La *Gazette de France* oppose un rival à M. O'Connell qu'on appelle quelquefois le roi d'Irlande; ce rival est M. le duc d'Angoulême que la *Gazette* déclare le légitime héritier des Stuarts, suivant elle seuls légitimes de la Grande-Bretagne.

— Un jeune paysan, bien élevé, domestique chez Adam Kettenring, à Hersmesberg (Bavière), devint amoureux de la fille de son maître, et trouva chez Lisette un retour d'affection; il fut mis à la porte. Tout-à-coup la nouvelle se répandit dans le village que Jean et Lisette avaient disparu: Kettenring insinua qu'ils étaient partis; plus tard, il semblait manifester la certitude qu'ils avaient émigré ensemble en Amérique.

Neuf années se passèrent de cette manière: cet événement était tout-à-fait oublié. Il y a environ

sept mois, le garde de nuit du village annonça au bourgmestre qu'il avait entendu sortir, des souterrains de la cave de Kettenring, de sourdes plaintes et de gémissements. A l'instant même il fut pris des mesures: Kettenring vit soudainement sa maison cernée par les gendarmes; lui-même fut arrêté et mis en lieu de sûreté. Alors le bourgmestre, le garde de nuit et quelques gendarmes se précipitèrent vers la cave. Tous frissonnèrent d'horreur lorsqu'ils entendirent, en effet, les sourds gémissements qui paraient d'une armoire composée de fortes planches. L'armoire fut ouverte, une odeur fétide en sortit, et les regards se fixèrent sur un objet épouvantable: une personne nue, couverte d'ordure, toute accroupie, donnant à peine signes de vie. C'est Lisette, précipitée vivante dans la tombe; cette infortunée fut nourrie, comme une animal, des mets les plus grossiers, à peine suffisants pour soutenir sa triste existence.

L'être informe, à moitié abruti, que l'on vit alors, n'avait plus, de tous ses habillements qui avaient pu la couvrir lorsqu'elle fut enfermée, que de misérables restes de son ancienne chemise, attachés autour de son cou; tout le corps présentait un état d'amaigrissement, de misère au-dessus de toute description. La malheureuse fille ne pouvait plus parler; les paroles expiraient sur ses lèvres. On s'empressa de lui prodiguer tous les secours que réclamait une situation aussi déplorable, de guérir et son esprit et son corps, de la rendre peu à peu à ses souvenirs; ce à quoi on a réussi, en ce qu'elle se rappelle les faits passés, pense, parle avec cohérence, et qu'on peut la regarder comme entièrement rétablie. La fille est là; mais qu'est devenu l'amant? On s'attend à des biens tristes révélations aux assises de Deux-Ponts. On a trouvé le tombeau de la fille; quelle demeure renferme le jeune homme? De la part de parents comme ceux dont il est question, on doit s'attendre à tout: on suppose tout: on suppose que Jean aura été assassiné devant les yeux de Lisette, et qu'elle aura été enfermée vivante dans le tombeau pour ensevelir ainsi le secret de ce premier crime.

— Le café des Mille Colonnes a été sur le point de devenir la proie des flammes, dans la nuit du 15 au 16, le feu s'étant manifesté dans le laboratoire et ayant pris à une certaine quantité de combustibles. Fort heureusement les suites n'ont pas été trop cruelles; des verreries brisées, quelques ustensiles, le chien de la maison étouffé par la flamme et quelques légères dégradations commises également par la fumée, dans le café qui venait d'être entièrement restauré, voilà à quoi se borne le sinistre.

(Sémaphore de Marseille.)

— Les réfugiés Polonais, expulsés de Cracovie et réunis à Trieste et à Podgorice, sont attendus à Marseille dans les premiers jours du mois de mai; déjà des ordres ont été envoyés dans ce port pour les diriger sur le dépôt de Poitiers. On croit, du reste, que la plupart de ces nouveaux exilés feront partie d'une nouvelle légion étrangère, qu'on s'occupe en ce moment d'organiser, et qui est destinée à aller renforcer la légion d'Afrique sous les ordres du général Bernelle.

(Idem.)

— L'empereur Nicolas cherche, dit-on, à renouer une entrevue avec l'empereur d'Autriche, dans laquelle il aurait l'intention de préparer une alliance entre le prince héritier et une fille du prince Charles. Mais l'archiduc est peu désireux de cette alliance; il n'aime pas la Russie, et préférerait marier sa fille à Athènes ou à Paris.

— On lit dans le *Journal de l'Instruction publique*:

Les quarante-un collèges royaux actuellement existant en France sont divisés en trois classes pour le traitement des maîtres et pour le prix des bourses et pensions.

Le traitement fixe des fonctionnaires varie, dans les collèges de Paris, de 1,500 à 3,000 fr., suivant le rang des maîtres; de 1,200 à 4,000 fr. dans les collèges de 1^{re} classe; de 1,000 à 3,500 fr. dans les collèges de 2^e classe, et de 900 à 3,000 fr. dans ceux de 3^e classe.

Le traitement éventuel appelé *boni* est généralement de 800 fr. à 1,000 fr. pour les collèges de moyen ordre; de 1,200 à 1,500 fr. dans ceux de 1^{re} classe, et à Paris, il s'élève jusqu'à 2,500 fr. 1,040 bourses sont réparties entre plus de 1,600 élèves; le nombre total des élèves qui, au commencement de 1830, était de 21,319, s'est trouvé réduit à 10,016 à la fin de la même année. En 1835, ce nombre se trouvait reporté à 14,468; il est, en ce moment, de 14,982. Les cinq collèges de Paris y comptent seuls pour 4,325 élèves, dont 1,054 du collège Louis-le-Grand.

Les collèges communaux, au nombre de 323, sont divisés en trois classes. Dans la première, l'instruction secondaire est complète; dans la 2^e, l'enseignement s'étend à la rhétorique; dans la 3^e, il s'arrête aux classes d'humanité. Il est à remarquer que le nombre des collèges de premier degré s'est continuellement accru depuis la fondation de l'université, il n'était que de vingt-quatre, et on en compte maintenant cent quarante-deux.

Le nombre des fonctionnaires a été constamment de 1,700 à 2,000, et la moyenne de leur traitement de 1,000 à 1,200 fr.

Le nombre des élèves qui, en 1830, était de 29,786, est réduit à 27,114 par suite de l'établissement d'écoles primaires supérieures.

On compte 100 institutions et 1,002 pensions. Ces établissements recevaient, en 1830, 29,762 élèves; 26,151, en 1831; 23,278, en 1832; 27,218, en 1833, et maintenant, 32,211, dont 8,342 pour les institutions. Le nombre des latinistes est donc augmenté d'environ 9,000 depuis 1832.

Le nombre total des établissements d'instruction secondaire, non comprises les écoles ecclésiastiques, est de 1,474, recevant 74,307 élèves.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

TURQUIE.

Constantinople 15 mars:

L'ambassadeur russe a récemment adressé à la Porte une note confidentielle qui a jeté le ministère dans la plus grave perplexité. Après avoir énuméré les principaux faits qui ont précédé la bataille de Koniah et avoir surtout insisté sur le refus fait par l'Angleterre à cette époque d'envoyer des secours au Sultan, M. de Boutineff rappelle à la Porte-Ottomane la promptitude avec laquelle le czar lui prêterait assistance, et le traité d'alliance conclu le 8 juillet entre les deux cours, avant le départ des troupes russes.

Le cabinet de Saint-Petersbourg avait pensé que le divan continuerait à se montrer reconnaissant d'un service aussi important, qu'il ne cesserait point d'apprécier la loyauté et la magnanimité des intentions de l'empereur en remplaçant les sentiments d'hostilité qui ont de long-temps divisé les deux pays par des relations d'amitié et de confiance réciproques basées sur un acte solennel qui assurait au Sultan la garantie nécessaire pour la conservation de son empire, et que la Porte contribuerait de son côté à rendre plus étroits les liens d'union entre les deux empires et remplirait scrupuleusement en cas de besoin les obligations que lui imposait le traité. La Porte-Ottomane, ajoute l'empereur de Russie, sait avec quels sentiments de plaisir les cours de France et d'Angleterre ont reçu la nouvelle du traité d'Unkiar-Iskelessi. Ces deux gouvernements ont montré la plus grande indifférence lorsque le trône ottoman était au moment de s'écrouler, et ont considéré l'acte destiné à assurer sa stabilité pour l'avenir comme dangereux au point d'exiger de leur part une protection.

Loin de se laisser détourner de ses projets par les remontrances de ces deux gouvernements, l'empereur sanctionna le traité en déclarant à la face de l'Europe, que si les circonstances mentionnées dans le traité se réalisaient il remplirait sa promesse, comme si les protections de l'Angleterre et de la France n'avaient jamais existé. Le cabinet de Saint-Petersbourg, dit l'ambassadeur, a remarqué avec une peine infinie que la Porte-Ottomane au lieu de suivre les mêmes principes de dignité et de fermeté avait recherché l'amitié des cabinets de France et d'Angleterre, qu'elle avait nommé des ambassadeurs auprès de ces deux cours, chose inouïe dans les annales de l'empire ottoman, et qu'elle leur avait plusieurs fois confié des missions dont le résultat heureux aurait affaibli les liens d'amitié qui unissent actuellement les deux empires; l'empereur considère la conduite de la Porte envers le cabinet anglais comme repoussable au plus haut degré, attendu que l'objet avoué de la politique de ce cabinet, dans l'Orient, est de neutraliser l'alliance entre la Russie et la Turquie, et comme très-ingratitude parce que ses relations d'amitié avec le cabinet anglais ont cessé par suite de son intervention en faveur du Sultan et de l'engagement, par lui contracté, de rallier ses forces autour du trône ottoman, s'il était de nouveau menacé.

L'empereur, ajoute la note, a remarqué avec étonnement, que le Sultan fermant l'oreille à ses intérêts et à tout conseil amical, avait autorisé le gouvernement anglais à établir une communication par la vapeur sur l'Euphrate, et favorisé les vues ambitieuses de l'Angleterre, en délivrant un firman qui, lorsque le moment opportun se serait arrivé, légitimerait une attaque contre Méhémet-Ali. L'empereur après avoir inutilement averti le Sultan du danger auquel il expose l'empire, en accédant aux demandes du cabinet anglais, se croit maintenant obligé d'informer la Porte-Ottomane que si des hostilités éclataient entre l'Angleterre et le Pacha d'Egypte, par suite du refus de ce dernier, d'exécuter le firman de la Porte, la Russie ne resterait point spectatrice passive d'une lutte aussi inégale, et que la force des circonstances pourrait la mettre dans une position qui ne lui permettrait pas de continuer ses relations d'amitié avec la Porte-Ottomane.

Pour calmer les inquiétudes de la Porte, lord Ponsomby a jugé nécessaire, probablement après avoir pris connaissance de ce document important, de donner au Reis Effendi, l'assurance offi-

cielle que l'Angleterre n'aurait contre la Russie, que dans le cas où elle serait attaquée, et que l'idée que son gouvernement avait l'intention de déclarer la guerre à la Russie était une supposition gratuite.

PRUSSE.

On écrit de Berlin, 11 avril :
« Les bruits que l'on a répandus plusieurs fois de nombreuses mutations que l'empereur de Russie est à la veille d'entreprendre dans le personnel de ses ambassadeurs à l'étranger, semblent se confirmer. Nous pouvons annoncer déjà quelques changements : M. de Maltz, ambassadeur près notre cour, passe à l'ambassade de Londres. On ajoute que ce diplomate y remplacera M. Pozzo di Borgo, qui, selon les uns, doit faire un grand voyage, ou, selon d'autres, se retirera entièrement des affaires publiques. M. de Labinski, secrétaire de la légation à Londres, remplacera M. de Maltz.

« On assure que la cour de France, à la demande qui lui en a été faite par le Saint-Siège, a consenti à intervenir dans ses démêlés avec la Suisse; le cabinet de Vienne a également promis sa médiation aussitôt que les catholiques Suisses la réclameront. »
(Gazette de Leipzig.)

ANGLETERRE.

On écrit de Portsmouth au *Courier*, en date du 12 avril :

« Il règne une grande activité dans nos chantiers, et on ne néglige aucun soin pour compléter les équipages. Le vaisseau le *Beacon*, arrivé récemment de Malte, après avoir quatre ans d'absence, a fait voile pour Shetland et les Orcades avec l'espoir d'y enrôler des hommes pour le service maritime. Je puis assurer qu'il se trouve dans l'île des agents d'un autre gouvernement qui s'occupent à réunir un grand nombre de matelots. Le steamer le *Carraon* est ici pour prendre à bord de l'artillerie navale pour Santander, et tout se réunit pour nous faire croire que le gouvernement a l'intention de seconder puissamment la cause de la Reine.

« Un autre steamer du gouvernement est parti pour la Méditerranée avec l'intention de réunir l'artillerie navale et de l'amener en Espagne. Indépendamment du *Bellorophon* de 80 canons, du *Pembroke* de 80, et du *Vanguard* de 80, on a encore commandé le *Britannia* de 120, le *Ganges* de 80, le *Saint-Vincent* de 120, et la *Princesse Charlotte* de 120. Tous ces navires sont presque entièrement prêts à prendre la mer, pourvu qu'on trouve des matelots. C'est là la difficulté, et vous seriez étonnés de voir quels paysans on a pris à bord des vaisseaux de guerre. »

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Arrivées du 12 au 19 avril.

ANTIBES, brick-golette *St-Antoine*, capit. Marinetti, avec paterie.
ST-PELLEGRINO, felouque *Vierge-des-Carmes*, c. Solari, avec bois.
LIVOURNE, beauf *Conception*, capit. Alfonsi, avec diverses marchandises.
RIO, brigantin *St-Catherine*, capit. Regini, avec minerais de fer.
TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, capit. Valzi, avec dépêches et marchandises diverses.
GENES, beauf *Précurseur*, cap. Sisco, avec pâte, riz et tabac.
CAP-CORSE, quatre gondoles chargées de vin.

Du 20 au 27 avril.

PORTO-FERRAJO, bateau *Assomption*, c. Anselmi, avec paterie.
MARSEILLE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota, avec numéraire et autres.
AJACCIO, gondole *Vierge-du-Rosaire*, cap. Gaurio, avec blé.
AJACCIO, gondole *Sainte-Marie*, capit. Donzella, avec blé.
ST-PELLEGRINO, beauf *Jésus-Marie*, cap. Bausa, avec bois.
LIVOURNE, gondole *St-Joseph*, cap. Paoli, avec diverses marchandises.
MARSEILLE, goélette *Constance*, c. Rogliano, avec diverses marchandises.
AJACCIO, mistick *Neptune*, cap. Pietri, avec blé.
TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, c. Valzi, avec dépêches.
PROPRIANO, gondole *Conception*, cap. Gentile, avec blé et orge.
PRONETE, gondole *Conception*, capit. Agostini, avec vin.
FIUMORBO, mistick *Assomption*, capit. Valéry, avec écorce.
PRONETE, gondole *Lovisa*, capitaine Thiers, avec huile.
PROPRIANO, goélette *Trois-Frères*, capit. Valéry, avec blé et huile.
PROPRIANO, beauf *goélette Printemps*, c. Cambiaggio, avec blé.
PROPRIANO, tartane *Espérance*, cap. Bonedittini, avec blé.
PROPRIANO, mistick *Assomption*, c. Giovannetti, avec blé.
FIUMORBO, mistick *St-Luc*, capit. Bonelli, avec écorce.

DÉPARTS.

Du 12 au 19 avril.

Pr. TOULON, bateau à vapeur *le Golo*, cap. Valzi.
LIVOURNE, gondole *St-Joseph*, cap. Paoli.
MARSEILLE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.
ALERIA, bombardier *Saint-Charles*, cap. Bonigni.
ST-PELLEGRINO, beauf *Jésus-Marie*, c. Bausa.
ROULE, goélette *Providence*, cap. Cecconi.
GENES, beauf *Vierge-des-Carmes*, cap. Figallo.
PROPRIANO, mistick *Antoinette*, cap. Valzi.
GENES, felouque *Vierge-des-Carmes*, c. Solari.
ST-PELLEGRINO, brigantin *St-Catherine*, capit. Regini.
PRONETE, gondole *Lovisa*, capitaine Thiers.

Du 20 au 27 avril.

Pr. MARSEILLE, tartane *Vierge-des-Carmes*, cap. Guittella.
TOULON, bateau à vapeur *Golo*, cap. Valzi.
ALERIA, mistick *Conception*, cap. Cardella.
LIVOURNE, beauf *St-Antoine*, cap. Bugliani.
LIVOURNE, tartane *Annunciation*, cap. Guasco.
ALERIA, beauf *Conception*, cap. Alfonsi.
LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.
RIO, brigantin *St-Catherine*, cap. Regini.
GENES, beauf *Jésus-Marie*, cap. Bausa.
LIVOURNE, gondole *Vierge-du-Rosaire*, cap. Gaurio.
LIVOURNE, gondole *St-Marie*, cap. Donzella.
MARSEILLE, brick-golette *Antoinette*, c. Matti.
LIVOURNE, mistick *Conception*, cap. Loquento.

ANNONCES ET AVIS.

AVIS AU PUBLIC.

Le propriétaire de la maison des bains sise au pont Saint-Nicolas de cette ville, a l'honneur de prévenir le public : qu'attendu la concurrence d'autres établissements de ce genre, il vient de réduire encore les prix des bains de la manière suivante :

Abonnement de douze billets, . . . 2 00
Idem de six, 5 00
Par bain pris isolé, 0 75
Il offre, en outre, les mêmes avantages que les autres établissements à l'égard du linge; quant à la propreté et aux commodités agréables, le public en jugera par lui-même.

Hyacinthe Debraine, professeur de jeux physico-mécaniques, prestidigitateur et ventriloque, vient de donner trois représentations dans le théâtre de cette ville. Le public est resté satisfait de l'activité de ses pièces mécaniques et de la dextérité qu'il a déployée dans l'exécution de ses jeux.

Maladies Secrètes.

TRAITEMENT DU D^r S. GERVAIS.

Médecin de la faculté de Paris, et membre de plusieurs sociétés scientifiques.
RUE RICHER, n° 6, A PARIS.

Cette nouvelle méthode qui est promptement connue et facile à suivre dans le plus secret, guérit radicalement, SANS MERCURE, les écoulements, exostoses, ulcères, dartres, gravelles, catarrhe de vessie et toutes les maladies syphilitiques, récentes, invétérées ou rebelles. Le virus des syphilis nouvelles est détruit en quinze ou vingt jours, sans répercussion. LA DESCRIPTION des maladies secrètes, et l'art de les guérir soi-même, par le docteur DE SAINT-GERVAIS se délivre gratis chez MM. les pharmaciens suivants :

A Marseille, chez Thumin, pharmacien, rue de Rome, n° 45; à Toulon, chez Mérie.

On trouve chez les mêmes pharmaciens LE KAÏFFA d'Orient, nouvel aliment analeptique peccoral breveté par ordonnance du Roi pour guérir les gastrites et les irritations de la poitrine. Prospectus gratuits.

HENRI REINGANUM, banquier à Francfort /M.

Prix de l'action 20 francs. Pour 120 francs 7 actions dont une rouge gagnant tout-cement.

VENTE PAR ACTIONS.

DE

six propriétés en Autriche.

1^{re} 2^e DEUX PALAIS à Vienne; 3^e la Terre et le Château le MERLHOF en Styrie; 4^e la Côte de RAAL avec ses riches vignobles; 5^e la Terre de ROSNACH en Styrie et la dime de 50 bien fonds; 6^e Les Vignobles de DORN. En outre, 24,913 gains en argent de fl. 20,000, 10,000, 8,000, 5,000, etc. Prix de l'action : 20 fr. Pour 120 fr. sept actions dont une rouge, qui concourt à un tirage privilégié de primes considérables. Le gain de Merlhof est exclusivement destiné aux actions rouges. Pour recevoir le prospectus français ou des actions, on est prié d'écrire directement sans affranchir à

HENRI REINGANUM, Banquier et Receveur-général à Francfort s/m.

Le bulletin des Numéros gagnants sera adressé aux actionnaires franc de port.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. De l'Imprimerie de GÉRARD FABIANI.

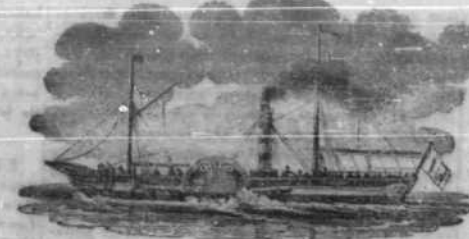
MERCREDI 4 MAI 1836.

CE JOURNAL PARAIT TOUS LES MERCREDI.

TROISIÈME ANNÉE, N° 77.

ON S'ABONNE A BASTIA
AU BUREAU DU JOURNAL.
A PARIS

A l'Office central de L'ÉCLAIRÉ BOURGEOIS et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 48.
A la librairie correspondance de M. JUSTIN et C^{ie} Place de la Bourse, N° 32 à la correspondance de J. P. PÉLATIER et C^{ie} rue Bourbon Villedieu N° 45, où l'on reçoit les annonces pour L'INSULAIRE FRANÇAIS.



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

PRIX D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.



CORSE.

SUR LES REMPLACEMENTS.

La traite des nègres a paru à tous les hommes généreux l'ouvrage le plus sanglant qu'on puisse faire à l'humanité. Les écrits des philosophes, les discours des orateurs parlementaires ont énergiquement flétri cet infâme trafic; cependant, cet ignoble marché se consomme tous les jours sous nos yeux, au milieu de nos places publiques, en face d'une population fière et indignée. En vain cherche-t-on à le déguiser sous le nom de remplacement volontaire; il n'en reste pas moins la plus honteuse des spéculations. Est-il, en effet, rien de plus bas, de plus dégradant que de voir des courtiers de certaines compagnies de commerce se livrer à la poursuite de jeunes gens sans expérience, les entourer de toutes sortes de séduction, flatter les goûts des uns par l'appât de l'or et des jouissances, en embaucher d'autres par la perspective trompeuse d'une brillante carrière. Tantôt ils exploitent les passions mauvaises de la jeunesse désœuvrée des villes jetant ainsi des germes de corruption dans les casernes où la qualité de remplaçant leur prépare un accueil glacé et des marques journalières et successives de mépris et de dégoût; tantôt ils se glissent jusque sous le chaume du laboureur pour dérober le secours de leurs bras aux pères de nombreuses familles; c'est ainsi qu'après avoir ébranlé leur amour filial par la peinture de tout ce qu'il y a de différence entre la vie oisive des garnisons et les rudes travaux des champs, ils traînent ces malheureux loin du village où leurs jours se seraient écoulés dans la paix et le bonheur, pour les conduire devant un conseil de recrutement et de révision.

Il est temps de mettre un terme à ce commerce de chair humaine; nous en avons assez rougi pour la Corse. Marseille et Toulon ont des dépôts de remplaçants; c'est là que l'on rencontre

plusieurs de nos compatriotes, indignes de ce nom, se traînant misérablement de rue en rue au milieu des sarcasmes et des injures de la population étonnée; elle s'étonne cette population du degré d'avilissement où des Français insulaires, si châtouilleux sur le point de l'honneur, sont tombés depuis que des marchands d'hommes ont bravé le mépris public au point d'avouer hautement leur honteuse industrie. Que nos mœurs sont changés! Il fut un temps où, simples dans leurs goûts, mais nobles dans leurs sentiments, les Corses plaçaient le deshonneur à côté de tout métier ignoble ou de toute fonction avilissante; la fierté du caractère était portée si loin, que le Royal-Corse, ce beau régiment, si estimé sous l'empire et d'où sortirent tant d'officiers distingués, se vit obligé de chercher des tambours au dehors de ses rangs. Proposer alors à un jeune corse de se vendre à terme moyennant une somme d'argent, c'eût été le comble de l'injure; nous sommes certains qu'un regard de mépris eût été la seule réponse à une pareille proposition, assurément nous n'eussions pas conseillé à nos amis de la renouveler, car il y aurait eu du danger à le faire. S'ils entraient dans l'armée, c'était par une porte honorable, celle de l'engagement volontaire; l'ardeur belliqueuse d'un côté, le désir de connaître le monde, l'espoir d'un avancement rapide de l'autre, tels étaient les seuls motifs de leur enrôlement sous les drapeaux; ils avaient le cœur placé trop haut pour céder à des calculs d'intérêt; ils s'estimaient trop pour mettre en balance quelques centaines de francs avec le bien le plus précieux de l'homme, la liberté; aussi marchaient-ils le front levé dans toutes les villes de France; on pouvait les présenter avec orgueil aux amis et aux ennemis de la patrie.

Ceux de nos compatriotes qu'on rangeait sous les drapeaux la loi du recrutement ou la choix

volontaire de cet état, ne sont pas moins dignes d'estime que ces vieux soldats. Toutes les belles qualités qui valurent à ces derniers les éloges de généraux de l'ancienne monarchie, ces jeunes militaires ils les possèdent à un degré aussi éminent; c'est une justice que tous leurs camarades du continent se plaisent à leur rendre; disciplinés, sobres et braves ils ne se font pas moins remarquer par leur belle tenue, que par l'application dans les écoles régimentaires; ce qui les lève mieux encore que toutes nos paroles, c'est le témoignage honorable d'estime et de satisfaction qu'ils ont reçu tout récemment dans une solennité militaire de la part de l'un des plus célèbres généraux de l'armée impériale.

Avec quel courage les remplaçants pourront-ils se présenter dans des compagnies où leur voisinage sera regardé comme une sorte de flétrissure! Comment pourront-ils racheter la honte attachée au titre de remplaçant? Quel charme peut avoir la vue des casernes et des camps lorsqu'elle est abreuvée à chaque instant de mépris et de dégoût? Tel est pourtant le sort qui les attend.

On voudrait en vain se le dissimuler; pour eux la carrière est hérissée de difficultés; on leur pardonne rarement le vice de leur origine, comme ces enfants malheureux qui regrettent les honneurs de la légitimité, les remplaçants sont marqués au front du sceau de l'anathème; c'est à peine si on leur sait gré d'une conduite régulière, tandis qu'on leur demande un compte rigoureux des fautes les plus légères. Souvent ils poursuivent avec ardeur les grades et n'atteignent que des refus humiliants; les chefs les honorent rarement de leur bienveillante protection; leurs égaux les repoussent, et pour comble de malheur à la place de cette douce intimité si nécessaire dans une situation toute de périls et de fatigues, ils ne rencontrent qu'une froide indifférence; leurs vœux sont en vain quand on ne leur jette pas à tous